

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Les attaques anti-ouvrières s'accroissent IL N'Y A PAS D'AUTRE CHOIX QUE DE LUTTER

■ A quoi cela rime-t-il ? Nous entendons Mitterrand pontifier depuis quelques semaines : "Il y a trop d'inégalités sociales en France, il faut les réduire... Cela va être fait". Nous voyons incontinent Rocard s'agiter et être pris d'une frénésie de rapports, de négociations, de projets de réformes sur ce thème. Pouvons-nous croire que notre bon gouvernement "socialiste" se découvre soudain une nouvelle vocation : "faire du social" ? Ne prétend-il pas pourtant aujourd'hui aborder une "nouvelle étape sociale" de sa politique avec la promesse que "cela ira de mieux en mieux" ? On nous raconte même que notre pouvoir d'achat s'est amélioré depuis 1988 grâce à l'action du gouvernement PS et que l'entretien de toutes nos misères provenait... de la cohabitation !

Les fieffés menteurs ! Les cyniques crapules ! Tout cela n'est qu'un tissu d'esbroufe. Il n'y a pas une once de vérité dans ce cirque !

Ces canailles prétendent "socialistes" qui nous gouvernent étalent une hypocrisie à faire vomir en nous vantant leurs "efforts" actuels pour nous rendre la vie plus douce !

LES MENSONGES SUR LA "REDUCTION DES INEGALITES SOCIALES"...

Leur fameuse augmentation du SMIC dont on nous a fait tout un plat ? Poudre aux yeux ! Royalement fixée à 2,3 % en fin de compte, on s'aperçoit qu'elle est strictement du même ordre que la traditionnelle revalorisation automatique de cet indice au 1er juillet et qu'alors que nous subissons une reprise de la valse des étiquettes et une hausse générale des tarifs des services publics, comme une "libération" des prix des loyers, elle entérine bel et bien une nouvelle baisse considérable du pouvoir d'achat pour les "smicards".

Les exhortations en direction du patronat à augmenter les bas salaires ? Fumisterie ! De telles recommandations sont toutes platoniques et faites pour la galerie. Leur seul effet concret est l'organisation en haut lieu de "tables rondes" destinées à élaborer un calendrier sur trois ans des conventions collectives tripartites (gouvernement-patronat-syndicats) dans toutes les branches d'industrie où les consignes gouvernementales clairement affichées sont d'une toute autre

teneur : pas question de dérapages intempestifs, pas d'envoies des salaires !

Le revenu minimum d'insertion ? Baratin ! Il s'agit là d'orchestrer et d'assurer un maximum de publicité tapageuse autour de l'ampleur des moyens mis en oeuvre par le gouvernement pour cette mesure déjà "en service" depuis près de deux ans. En réalité, on va nous rebattre les oreilles, comme le fait déjà la télévision, d'une pseudo-"politique d'insertion" qui se résume à vanter des stages-parkings de tout acabit pour les chômeurs en s'efforçant de masquer ce que représente vraiment cette dérisoire aumône baptisée "revenu minimum" qui n'excède jamais 2 000 F mensuels par ménage : l'incapacité de la bourgeoisie d'assurer la simple survie de ceux qu'elle plonge dans la misère et le dénuement le plus total.

"Corriger les inégalités en faisant payer davantage les riches ?" Mystification ! Après la diatribe de Mitterrand contre les boursicoteurs, "ceux qui gagnent de l'argent en dormant", il a suffi d'un court moment d'effolement de la Bourse pour que le gouvernement revienne aussitôt à plus de "modération". En fait, le "coup de gueule" était calculé : au bout du compte, il aura servi un double projet.

D'abord, on nous présente la réforme fiscale de la taxe d'habitation dévoilée quasi simultanément (et qui va rapporter deux milliards supplémentaires à l'Etat) sous un jour "social" qu'elle ne contient nullement. En indexant partiellement cette taxe sur les revenus, ce sont des centaines de milliers de foyers modestes et de retraités, jusque là exonérés, qui vont être frappés. Cela va également signifier un surcroît sensible d'imposition pour la plupart des autres familles ouvrières. Ainsi, même si "les riches vont payer un peu plus" à travers cette réforme ou d'autres qui ne sont que des gadgets d'accompagnement ("réaménagement" de l'impôt sur les fortunes et sur le patrimoine, hausse des droits de succession), c'est toujours pour la classe ouvrière que cette mesure va représenter la charge la plus lourde.

Ensuite, on veut nous persuader, à travers ce battage, d'abandonner nos propres intérêts. Le PS peut se mettre à nous seriner comme le font le PC et les trotskistes que "les riches devraient payer davantage", cela ne doit nullement

être notre problème. Ce qui nous importe, c'est de nous mobiliser et de nous battre pour payer moins nous-mêmes, pour défendre nos propres conditions d'existence.

Toutes ces simagrées en trompe-l'oeil sont en fait destinées à masquer la véritable ampleur des attaques anti-ouvrières actuelles comme à venir.

... ET LA REALITE DE L'ACCELERATION DES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES

Le capitalisme est aujourd'hui en proie à une terrible accélération de la crise, à une situation nouvelle d'effondrement économique mondial, sans commune mesure avec les périodes de récession connues au cours des deux décennies précédentes. Cette récession ouverte frappe à la porte depuis le début de l'année aux Etats-Unis (voir article ci-dessous) comme au Japon, poumons de la vie économique mondiale. En Europe, les mêmes symptômes apparaissent. Pour ne prendre qu'un exemple significatif, c'est déjà un empire qui est en train de s'écrouler avec la multinationale hollandaise Philips, malgré la fermeture de soixante-quinze

(SUITE PAGE 2)

SOMMAIRE

FRANCE

. Mal-logés, sans-abri : l'oeuvre "sociale" du PS p.2

SITUATION INTERNATIONALE

. Roumanie : où mènent les illusions démocratiques p.4

. Libéria : l'horreur du capitalisme p.4

. L'URSS au bord de la dislocation p.4

. URSS : vers le chômage et la famine p.5

. Allemagne unifiée : les ouvriers vont payer p.5

. Blanchiment des narcodollars p.6

POLEMIQUE

. Réponse à "Battaglia Comunista" p.7

FAILLITE DES CAISSES D'EPARGNE AUX USA UN NOUVEAU PAS DANS LA RECESSION MONDIALE

Ce que les journalistes spécialisés appellent déjà : "le désastre des caisses d'épargne américaines", ne constitue pas un accident de parcours parmi d'autres. L'entrée dans une nouvelle récession ouverte de l'économie de la première puissance mondiale, est en train de faire craquer la base même du système financier de celle-ci. C'est la sanction inévitable, tant de fois annoncée par les véritables marxistes, à des années de survie artificielle du capital par la fuite en avant dans le crédit.

■ "Si je vous avais annoncé, voilà dix ans, que les caisses d'épargne feraient massivement faillite avec des dettes dépassant 300 milliards de dollars, ou qu'aucune grande banque américaine n'aurait plus la notation AAA, celle des emprunteurs 'dorés sur tranche', vous m'auriez dit que le ciel allait nous tomber sur la tête. Les capacités d'adaptation de notre système financier ont été extraordinaires." Voilà ce que déclarait récemment, à propos de la crise des "Savings and Loans" (S&L), les caisses d'épargne aux USA, Henry Kaufman, un des experts les plus écoutés à Wall Street.

La "logique" de ces "prêtres de l'absurde", que sont les économistes de la bourgeoisie décadente, est toujours surprenante.

L'ensemble du réseau de collecte de l'épargne aux USA, incapable de rembourser ses dettes, s'effondre dans une faillite retentissante ; le gouvernement est obligé de forcer la fermeture de caisses assiégées par des milliers d'épargnants paniqués qui essaient de récupérer leurs dépôts ; aucune banque, même parmi les plus importantes, n'est considérée digne de confiance par les banquiers eux-mêmes, et tout ce qu'ils trouvent à dire, pour se rassurer, c'est que leur système a "des capacités d'adaptation extraordinaires".

C'est vrai que le capital a eu des "capacités extraordinaires", dans l'Occident industrialisé, à surmonter la gigantesque récession de 1980-82, aux dépens du reste du monde ("tiers-monde" et pays de l'Est) en "adaptant" son système financier. Mais cette adaptation ne consistait en rien d'autre qu'en une gigantesque et auto-destructrice tricherie avec ses lois les plus élémentaires : s'endetter sans avoir les moyens de rembourser.

L'AMPLEUR DU DESASTRE

"C'est la plus grande escroquerie en col blanc de l'histoire des Etats-Unis" proclame, d'un ton moraliste, le ministre améri-

cain de la justice, Dick Thornburgh. Et il est vrai que l'ampleur de la "catastrophe" est de taille.

Lors de son intronisation, Bush déclara que l'un de ses premiers objectifs serait de résoudre la crise des S&L. Il annonça que cela coûterait très cher aux contribuables. Il annonçait 90 milliards de dollars, l'équivalent de deux fois le plan Marshall (en dollars équivalents). Mais ces évaluations n'ont cessé d'être révisées à la hausse. Elles ne tenaient pas compte de la hausse des taux d'intérêt qu'il faudrait payer pour les emprunts nécessaires à leur renflouement. Elles ne prévoyaient pas l'effondrement des valeurs immobilières appartenant aux caisses d'épargne, et qu'il faut vendre pour pouvoir rembourser les épargnants. Elles négligeaient le fait que cette vente massive de biens immobiliers ne ferait qu'accélérer la dépréciation de ces biens... Très vite les "experts" se remirent au travail pour découvrir, qu'en réalité, les dépenses de l'Etat, pour "sauver" le système d'épargne, atteindraient 166 milliards de dollars, puis 300, puis 500. Aujourd'hui certaines évaluations parlent de 1 000 milliards, soit presque autant que la dette de tous les pays du "tiers-monde" ensemble !

(SUITE PAGE 6)

LE SYNDICALISME EST AUJOURD'HUI UNE ARME DE LA BOURGEOISIE

(Lire page 3)

IL N'Y A PAS D'AUTRE CHOIX QUE DE LUTTER

(SUITE DE LA PAGE 1)

usines et plus de 32 000 licenciements ces trois dernières années. Le capital français ne peut pas échapper au phénomène et même si la France n'est pas encore dans l'oeil du cyclone, dans la tourmente de la dépression mondiale, la bourgeoisie française sait bien qu'elle va y être confrontée à brève échéance. Dans son éditorial du 12 juin intitulé "Budget 91 : la fin des vaches grasses" (sic), le journal financier "Les Echos" évoque ainsi le projet d'économies budgétaires de 10 milliards de francs prévus pour 1991 : "Bérégoz et Charasse estiment que les plus-values fiscales qui avaient permis de boucler sans difficultés les budgets 87-88 et 89 ne se retrouveront ni cette année, ni l'an prochain du fait du ralentissement progressif de la croissance."

En clair, cela ne peut signifier qu'une seule et même réalité pour nous tous, il n'y a aucune illusion à se faire là-dessus : ces difficultés, c'est nous qui les payons déjà et qui allons les payer de plus belle. Dans le secteur privé comme dans le secteur public. A travers la dégradation de notre pouvoir d'achat et de nos salaires (dont l'augmentation est précisément liée officiellement au "pacte de croissance" de Rocard) comme celle de nos conditions de travail.

Partout, notre exploitation ne peut qu'empirer. Déjà, à Peugeot-Poissy, la bourgeoisie impose aujourd'hui, au nom de "besoins de productivité accrue" momentanés de l'entreprise, un allongement de deux heures de la durée quotidienne du travail -soit près de 10 heures par jour- sans compter le temps de la pause-repas ni celui passé dans les transports. A Renault-Flins ou à Citroën-Saint Ouen, le rythme de travail des équipes a été bouleversé de façon similaire. A Chausson-Gennevilliers, une nouvelle charrette de 1 200 licenciements a été décidée à la mi-juin tandis que Michelin à Clermont-Ferrand vient d'annoncer un plan de restructuration mettant à la porte 2 500 ouvriers, avec toutes ses implications dramatiques pour les ouvriers de la région. Et encore, cela ne fait que préfigurer des milliers d'autres suppressions d'effectifs dans le seul secteur de l'automobile au cours des prochains mois.

Le projet Rocard dans la fonction publique nous parle de "modernisation" et de "renouveau" du service public. Nous savons bien ce que cela signifie : de nouvelles séries de suppressions de poste dans toutes les administrations, "rentabilisation" oblige, avec comme corollaire automatique une intensification des cadences et une augmentation des charges de travail -invoquées comme permettant un "accroissement de la responsabilisation"- à l'image des épurations et de la surexploitation réalisées depuis plusieurs années à la SNCF (41 730 emplois supprimés en cinq ans !), à la RATP, dans le secteur hospitalier, qui vont de toutes façons, là aussi, se poursuivre à l'avenir avec un rythme nettement plus soutenu.

Quant aux augmentations de salaire, pour les fonctionnaires comme pour l'ensemble du secteur public, il n'y a pas de quoi se leurrer : le premier ministre a prévenu que c'était hors de question en soutenant avec aplomb, dans une interview au "Monde" du 12 juin, que "le pouvoir d'achat s'était accru de 2,5 % en 1990 dans la fonction publique contre 0,7 % seulement dans le secteur privé".

On nous reparle comme chaque année de l'"accroissement dramatique du déficit de la Sécurité Sociale" et, quelques jours plus tard, non seulement on nous confirme pour l'automne prochain l'établissement, mitonné de longue date, d'une nouvelle contribution sociale, obligatoire et généralisée, établie d'après tous les revenus -même non imposables- mais on nous annonce de surcroît le maintien, "vu la conjoncture" de la énième reconduction "exceptionnelle" de deux taxes "exceptionnelles" : le prélèvement du 0,4 % sur les déclarations de revenus et le 1 % amputé mensuellement sur notre salaire, alors que pour début 91, nous aurons notre impôt sur le revenu retenu "à la source" sur notre fiche de paie. Enfin, dernière en date des "mesures sociales" adoptées par le gouvernement, les allocations familiales pour un deuxième enfant seront tout simplement supprimées pour les familles atteignant ou dépassant un plafond de 15 000 F de

revenus mensuels (pendant que les caisses d'allocation familiales annoncent un plan de 40 000 suppressions d'emploi sur un effectif de 180 000 !).

Mais cela n'est pas tout. Aujourd'hui même, la bourgeoisie ne peut que profiter plus que jamais de la période de congés annuels pour décider et concentrer sur notre dos un maximum de nouvelles attaques.

En outre, jamais depuis cinquante ans, la précarisation du travail n'a été aussi forte (depuis dix ans, sur 9 millions de créations d'emplois, 8 millions étaient des contrats d'emplois temporaires ou précaires), jamais depuis lors, de si larges couches de la population n'étaient descendues en-dessous du "seuil" de pauvreté.

Alors que, depuis plusieurs mois, la bourgeoisie a déchaîné une campagne idéologique assourdissante qui vante le triomphe de la démocratie, la bonne santé et la supériorité du capitalisme libéral et qu'elle cherche, par ce moyen, à nous déboussoler, à nous détourner de nos intérêts de classe pour nous enrôler derrière la défense de sa démocratie, la réalité des attaques qui pleuvent aujourd'hui apporte un démenti catégorique à toute cette propagande mensongère.

Bien sûr, elle cherche à nous culpabiliser en nous demandant d'oublier notre propre misère, en nous racontant que nous n'avons pas à nous plaindre, que notre situation est tout de même "moins pire", que notre sort est même enviable en regard de la misère et des "épreuves" que les populations subissent dans les pays de l'Est, en Afrique, au Moyen-Orient ou dans l'ensemble du "tiers-monde". Nous ne devons pas nous laisser intimider par cette argumentation et prendre conscience que ce sort-là est au contraire celui vers lequel le capitalisme entraîne progressivement toute l'humanité, c'est le seul que la bourgeoisie puisse nous réserver si nous nous laissons précisément piéger par ces belles paroles.

Nous n'avons pas la moindre illusion à conserver sur une amélioration quelconque de nos conditions d'existence à l'intérieur du capitalisme aujourd'hui. Après la faillite et l'effondrement spectaculaire auxquels nous avons assisté à l'Est, c'est maintenant à l'Ouest que le capitalisme fait entendre les craquements de son économie. C'est l'ensemble des Etats occidentaux, le coeur même du capitalisme qui est en train de replonger dans les affres et les soubresauts d'une crise, non pas conjoncturelle mais irréversible, révélatrice de l'impasse historique de ce système et précipitant partout la classe ouvrière dans des conditions d'exploitation de plus en plus atroces et vers une misère de plus en plus généralisée et insupportable.

Non ! Nous n'avons pas d'autre choix pour nous défendre que de développer notre riposte à la mesure des attaques de plus en plus violentes que nous subissons !

Nous avons les moyens de le faire, de renouer sans hésitation avec les luttes massives dans lesquelles nous nous sommes engagés tout au long des années 80 et de nous y engager avec une détermination plus forte encore qu'à ce moment-là.

Pour cela, nous devons impérativement nous détourner des sirènes qui nous appellent à défendre la démocratie et de toutes les manoeuvres de l'ennemi qui ne visent qu'à nous faire renoncer à cette lutte -y compris celles des syndicats qui, sur le terrain, par leur sale travail permanent de sabotage et de dévoiement, ne cherchent qu'à nous écoeurer du combat et finalement nous paralyser. Ne nous laissons pas bernier par ces discours et ces manoeuvres. Il n'y a que la généralisation de notre riposte qui puisse non seulement empêcher la bourgeoisie d'avoir les mains libres pour agir à sa guise face à la crise et de nous porter ainsi de nouvelles attaques toujours plus féroces et dramatiques, mais en plus s'opposer à ce que le capitalisme entraîne toute l'humanité dans sa pourriture et le déchaînement de sa barbarie.

YD
(22-06-90)

Mal-logés, sans-abri

LA POLITIQUE SOCIALE DU PS A L'OEUVRE

■ Les chiffres sont officiels et publiés dans les journaux : il y a plus de deux millions de personnes mal-logées dans le pays (dont 500 000 dans la seule région de l'Ile-de-France), entassées dans des bidonvilles, des "cités d'urgence" ou vivant soit dans des taudis sans eau courante ni électricité, soit dans divers locaux insalubres (entrepôts désaffectés, hangars, voire parkings ou caves). Il y a 400 000 sans-abri dont quelques uns (les 400 expulsés parisiens représentant environ 60 familles, la plupart immigrées, avec une majorité d'enfants) défrayent la chronique en occupant depuis plus de deux mois, au vu et au su de tout le monde, le pavé parisien, à la merci des intempéries, des maladies et à qui les associations caritatives ont fini par octroyer des tentes de fortune.

A l'heure actuelle, il y a plus de 500 familles rien qu'à Paris, frappées par un arrêté d'expulsion qui sera appliqué au cours des trois prochains mois.

Voilà un exemple édifiant des "bonnes oeuvres sociales réalisées par le gouvernement" ! "C'est pas nous, c'est Chirac !" proteste bien fort celui-ci à propos des expulsions parisiennes. L'odieux cynisme ! Le simple concours de la force publique musclée (CRS) requis en chaque circonstance soit pour procéder aux expulsions, soit pour effectuer des tentatives de chasser ces familles de la place publique, n'est-il pas du ressort du ministre de l'Intérieur "socialiste" Joxe ? Mieux, c'est plus discrètement qu'en banlieue et dans d'autres grandes villes de province, les élus socialistes effectuent avec zèle et sans ménagements leurs basses opérations de "dégagement" comme au quartier de la Source à Epinay-sur-Seine... et le PS a ensuite le front de venir parader dans les manifestations organisées à Paris par les comités de mal-logés !

Mais ce ne sont pas les seuls à faire preuve de leur écoeurante duplicité : pendant que le PC occupe une place de choix dans les comités de défense des mal-logés et fulmine dans "L'Humanité" contre la politique de logement du gouvernement PS et de la droite, le maire "communiste" de Pantin expulse en douce rue Denis Papin et celui de Saint-Denis qui ne veut plus "tolérer davantage d'immigrés" sur sa commune fait réemmurer un logement promis à une famille de la place de la Réunion !

Cette situation révèle le degré de misère et de dénuement dans lequel le capitalisme en crise plonge une fraction croissante de déshérités, souvent ouvriers au chômage, à qui il interdit maintenant de plus en plus, d'assurer leur survie.

Ce n'est pas un hasard si, à la tête d'une croisade "pour les droits des sans-logis et des mal-logés", nous voyons resurgir aujourd'hui l'abbé Pierre, récemment reçu en grandes pompes à l'Elysée par Mitterrand pour l'assurer de son "soutien dans son combat" et lui "promettre son aide".

Ce curé de rang connu avec ses "compagnons d'Emmaüs" sa précédente heure de gloire entre 1946 et 1955 quand il s'agissait pour la bourgeoisie de faire face à la prolifération catastrophique de ceux qui ne parvenaient pas à trouver un toit à cause, d'une part, des ruines et des destructions laissées par la guerre mondiale, d'autre part, des lenteurs de la reconstruction.

S'il reprend du service aujourd'hui, si la bourgeoisie le ramène sur le devant de la scène avec force publicité, c'est encore pour encadrer du mieux possible ces masses de mal-logés et de sans-abris qui vont se multiplier au sein de la classe ouvrière.

Car il ne faut pas se leurrer : cette misère n'est à l'heure actuelle ni un phénomène conjoncturel, particulier ou marginal, ni un problème limité à une quelconque frange isolée d'immigrés ou de "nouveaux pauvres" déclassés, comme la bourgeoisie veut nous le faire croire. Le sort des mal-logés ou des sans-logis, c'est celui que la bourgeoisie réserve à chacun d'entre nous à qui elle s'avère dès aujourd'hui de plus en plus incapable d'assurer un logement décent, comme elle est inapte à nous garantir désormais l'ensemble de nos conditions de vie : emploi, salaire ou indemnité chômage.

C'est bien du développement d'une attaque frontale qu'il s'agit, qui concerne déjà et va concerner de plus en plus largement et directement toute la classe ouvrière.

Daniel (23.06.90)

REUNIONS PUBLIQUES

LILLE :

Braderie de Lille : nous tiendrons un stand à la Braderie toute la journée du dimanche 2 septembre, sur le boulevard J.B. Lebas, à l'embranchement de la rue Gosselet.
Vente de la presse le 2ème dimanche de juillet, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

NANTES :

Réunion publique le 1er septembre à 17h à "La Fraternité Protestante" 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet) (thème encore indéterminé).
Permanence le 6 juillet à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les 7.07 et 1.09 de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le 15 septembre (thème non encore déterminé) à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanences les 7 et 21 juillet et le 4 août, de 18h à 20h, même adresse que la RP ; le 25 août à 18h, au café "A la bonne bière", 32, rue du Faubourg du Temple (11ème) - Métro République.

TOULOUSE :

Réunion publique le 27.07 à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles). Le thème sera annoncé à Toulouse ultérieurement.
Permanences les 6 et 20.07 et 7 et 21.09 à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les 22.07 et 16.09 de 11h30 à 12h30 au

marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS :

Permanence le 7.07, à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent récolter sur ce qui se passe autour d'eux, les discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers, nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

C. (Grenoble) : 150F ; D. (Rouen) : 200F ;

Paris : RP du 9.06 : Ph : 10F ; JE : 50F ; G : 15F ; FE : 25F ; Avril : 50F ; CFx : 50F ; LC : 50F ; P et M : 20F ; JLV : 50F ; JU : 15F ; B : 25F ; P : 25F ; LL : 50F ; C : 60F ; JJ : 20F ; La : 10F ; MC et TP : 30F ; Mrc : 50F ; Branca : 20F ; Tours : RP du 19.05 : G : 300F ; Eve : 20F ; Sab : 100F ; Bos : 50F ; NR : 25F ; DD : 25F ; Permanence du 11.05 : Bacalao : 50F ; Eve : 20F

TOTAL : 1635F
TOTAL GENERAL : 16 442F

AVIS AUX LECTEURS

Nous avons ouvert une souscription pour "L'histoire de la gauche germano-hollandaise". Cet ouvrage étant très volumineux, sa publication a pris du retard et paraîtra au cours du premier semestre 1990.

Les souscriptions ne sont pas perdues : nous tenons à nous excuser auprès des souscripteurs qui seront servis en priorité dès la parution de l'ouvrage.

LE SYNDICALISME EST AUJOURD'HUI UNE ARME DE LA BOURGEOISIE

Face à l'aggravation considérable de la crise économique mondiale, la classe ouvrière des pays d'Europe occidentale a manifesté au printemps dernier sa combativité, sa volonté de se défendre contre la misère et l'austérité croissante que lui impose partout le capitalisme : luttes dans les transports et dans les banques en Italie, grèves dans différents secteurs en Espagne (notamment dans les transports de Madrid), grèves aux usines Philips, dans les banques, dans les chemins de fer aux Pays-Bas pendant le mois d'avril, etc.

Cependant, toute cette combativité s'est heurtée partout à l'omniprésence des syndicats ou du syndicalisme de base sur le terrain. Toutes ces luttes sont restées prisonnières de leurs manoeuvres de sabotage, de la stérilité des journées d'actions sans lendemain, des manifestations-balades qui, aujourd'hui, comme hier, ne servent qu'à épuiser les

ouvriers, à les dégoûter de la lutte. Ainsi, malgré l'énorme méfiance des ouvriers à l'égard des syndicats, résultant de leurs innombrables expériences de luttes, la bourgeoisie parvient aujourd'hui à utiliser partout la situation de débousolement actuel du prolétariat pour remettre en selle ses syndicats et faire croire aux ouvriers qu'il n'y a pas de lutte de classe possible en dehors du syndicalisme. Face à cette gigantesque offensive de dévoiement de ses luttes et de sa conscience, la classe ouvrière doit comprendre non seulement que les syndicats officiels sont devenus depuis le début du siècle des organes de l'Etat capitaliste dans ses rangs, mais que toute forme de syndicat (syndicats de "base", de "combat" etc.) remplit la même fonction. Le syndicalisme n'est plus, comme c'était le cas dans le passé, un moyen de lutte de la classe ouvrière mais une arme de la bourgeoisie pour encadrer le prolétariat.

■ Un des moyens par lequel la bourgeoisie essaie d'accréditer l'idée que les syndicats sont des organisations de la classe ouvrière réside dans le fait qu'ils ont été constitués au 19ème siècle par le prolétariat lui-même et qu'ils ont été à cette époque de véritables organes de défense de ses intérêts de classe.

Alors qu'aujourd'hui, la classe ouvrière tend de plus en plus à prendre conscience que les syndicats, loin de servir ses intérêts, sont au contraire ses ennemis, il lui faut encore comprendre dans quelles circonstances historiques ils ont pu être une arme du prolétariat et dans quelles circonstances ils ne peuvent plus l'être.

19ème SIECLE : LES SYNDICATS, INSTRUMENTS POUR LA LUTTE ET L'UNIFICATION DU PROLETARIAT

Au siècle dernier, les syndicats étaient de véritables organes du prolétariat qui permettaient aux ouvriers de s'organiser afin de développer efficacement leurs luttes pour l'obtention d'une amélioration de leurs conditions d'existence (lutte pour des augmentations de salaires et surtout pour la diminution du temps de travail). Ces organisations prolétariennes représentaient l'effort souvent héroïque des masses ouvrières pour se constituer en classe, pour défendre leurs intérêts en affrontant de façon solidaire et unie le capital. Les ouvriers s'organisaient d'abord par métiers, ensuite par branches d'industrie, se soutenant dans leurs luttes d'une corporation à l'autre et même d'un pays à l'autre au moyen notamment des caisses de secours.

Si les syndicats ont pu constituer à cette époque des organismes authentiquement prolétariens, c'est que leur base d'existence les rendait aptes à la défense des intérêts de la classe ouvrière. Dans un capitalisme en pleine prospérité, tel qu'il existait au siècle dernier, il y avait la place pour une amélioration réelle des conditions d'existence des ouvriers dans un système dont la destruction n'était pas encore à l'ordre du jour et même si cette amélioration était le fruit d'une lutte contre ce système. Les syndicats étaient justement les instruments d'une telle lutte. Ils permettaient l'unité des travailleurs d'une même profession ou d'une même branche déjouant ainsi les manoeuvres patronales destinées à briser les grèves par l'emploi de "jaunes".

Les syndicats permettaient aux ouvriers en lutte de tenir de longues semaines et de contraindre le patronat à reculer de façon bien plus fréquente et importante qu'aujourd'hui. Un patronat qui, à l'époque, était encore dispersé et faiblement organisé et qui, d'autre part, avait une marge de manoeuvre réelle sur le plan économique.

Parce que les syndicats pouvaient réellement remplir un rôle dans la défense des intérêts ouvriers, ils étaient devenus un foyer de vie prolétarienne où se forgeait la solidarité entre ouvriers, où se développait leur culture et surtout leur conscience de classe : à cette époque, les syndicats étaient en mesure de jouer ce rôle "d'écoles du communisme" que voulaient leur donner les révolutionnaires et c'est pour cette raison que ceux-ci intervenaient activement en leur sein et en vue de leur création. C'était là un combat que menaient les révolutionnaires pour contribuer à ce que les ouvriers regroupés au sein des syndicats dépassent le simple point de vue de la défense de leurs intérêts immédiats afin d'adhérer à une perspective de renversement du capitalisme, même si les conditions de ce renversement n'étaient pas encore mûres. Ce combat était d'autant plus nécessaire que les syndicats comme tels, du fait des bases-mêmes sur lesquelles ils s'étaient constitués, ne pouvaient pas être autre chose que des organes réformistes ne concevant leur existence que comme instruments de lutte pour la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière.

20ème SIECLE : LES SYNDICATS, INSTRUMENTS DE L'ETAT CAPITALISTE DANS LES RANGS OUVRIERS

Aujourd'hui, les conditions de la lutte prolétarienne sont totalement différentes de celles qui prévalaient au siècle dernier. Dès le début du 20ème siècle, qui marqua la fin de l'apogée du capitalisme, les syndicats apparaissent de plus en plus comme une entrave au développement de la lutte du prolétariat. C'est ainsi que le surgissement des conseils ouvriers (ou soviets) en 1905 en Russie signifiait que d'autres tâches se posaient au prolétariat dans la mesure où le capitalisme mondial s'avérait de plus en plus incapable d'améliorer de façon durable les conditions de vie de la classe ouvrière. Il n'était plus possible au prolétariat de s'aménager une place dans le capitalisme à travers le combat pour des réformes substantielles et durables. Ses luttes de résistance à l'exploitation capitaliste étaient devenues des préparatifs directs à la destruction de l'Etat bourgeois et l'affirmation de sa propre perspective révolutionnaire.

Face à ces conditions nouvelles, le syndicalisme était devenu une forme de lutte complètement obsolète. Seule la grève de masse, surgissant de façon spontanée et non préparée, non organisée à l'avance par les syndicats, devient désormais l'arme du combat de la classe ouvrière contre l'Etat bourgeois. Toute tentative de maintenir la lutte dans le cadre du syndicalisme non seulement devient réactionnaire, mais participe encore à assujettir les ouvriers aux intérêts du capita-

lisme.

C'est surtout à partir de 1914 que ce changement de période dans la vie du capitalisme va devenir particulièrement évident. La première guerre mondiale a marqué l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, de crise chronique, ce qui signifie que ce système n'est plus capable d'offrir au prolétariat comme à l'ensemble de l'humanité qu'une misère et une barbarie croissantes. Les quelques miettes que le capitalisme, en échange d'une intensification constante des cadences de travail, accorde lors des périodes de relative prospérité qui accompagnent les reconstructions des ruines des guerres mondiales sont reprises dès que, la reconstruction terminée, l'aggravation de la crise provoque une intensification de l'austérité qui culmine évidemment avec les terribles sacrifices de la guerre impérialiste. C'est pour cela que ce qui est à l'ordre du jour pour le prolétariat, ce n'est plus la lutte pour des réformes, pour des améliorations au sein du système et une préparation à son renversement à long terme, mais une résistance pied à pied contre les attaques de plus en plus violentes qui ne peuvent se concevoir que comme préparatifs de la destruction du capitalisme devenue historiquement nécessaire. Les conditions qui avaient fait des syndicats des organes prolétariens ayant disparu, ces organes deviennent sans aucune utilité pour la lutte de classe.

Ainsi, si les syndicats ne sont plus en mesure d'accomplir une tâche prolétarienne, il existe cependant une place pour eux dans la société capitaliste. Cette place, ce rôle nouveau que les syndicats sont conduits à jouer, sont déterminés par les faits suivants :

1) Dans la période de décadence du capitalisme, compte tenu des convulsions violentes qui secouent ce système et de la fragilité qui en résulte pour lui, l'Etat bourgeois n'est plus en mesure de tolérer en son sein une expression organisée et permanente de son ennemi mortel, le prolétariat. Au contraire, il a besoin d'une adhésion des ouvriers à ses valeurs et aux sacrifices qu'il est contraint de leur imposer.

2) Avec la décadence du système, se développe la tendance vers une étatisation de plus en plus complète de la société, de son économie et de toutes les institutions qui existent en son sein, y compris de celles qui, comme les syndicats, ont surgi contre le capitalisme : leur récupération est devenue un phénomène universel.

3) Afin de pouvoir garantir un minimum de cohésion au sein d'un système de plus en plus menacé de décomposition, l'Etat doit s'immiscer, étendre ses tentacules à tous les niveaux de la société, du sommet jusqu'à la base et en particulier au coeur des lieux de production, dans les rangs de la classe qui produit l'essentiel des richesses sociales : le prolétariat.

4) L'existence des syndicats est liée à l'existence du travail salarié, c'est-à-dire du capitalisme lui-même. Tant que ce dernier n'était pas menacé, comme c'était le cas au siècle dernier, les syndicats pouvaient lutter de façon décidée contre lui, non pas pour le détruire mais pour lui arracher des réformes que la classe dominante était en mesure d'accorder aux ouvriers. C'est pour cela que, dès cette époque, les syndicats étaient les organes les plus perméables à l'idéologie réformiste, même s'ils pouvaient défendre de façon efficace les intérêts immédiats des travailleurs. Par contre, dès que le capitalisme est menacé dans ses fondements, c'est l'existence-même des syndicats qui est potentiellement remise en cause. C'est pour cela que les syndicats se rallient massivement à l'Etat capitaliste en 1914 dans tous les Etats belligérants et en 1936 en Espagne. Partout les syndicats vont participer à la défense de l'"union sacrée" derrière chaque bourgeoisie nationale, de la production d'armement et à embrigader les masses ouvrières dans les deux boucheries impérialistes mondiales.

Cette place des syndicats qui ne peut plus être aux côtés de la classe ouvrière lui est donc toute désignée : c'est aux côtés du capitalisme qu'ils vont désormais poursuivre leur existence. C'est pour l'ensemble des raisons énumérées plus haut qu'ils ont été absorbés par l'Etat capitaliste, qu'ils sont devenus, depuis 1914, des agents de celui-ci en milieu ouvrier, qu'ils s'opposent avec la dernière énergie, et quel que soit leur langage, à toute remise en cause de l'ordre existant, laquelle les menace au même titre que toute la bourgeoisie.

LES ILLUSIONS SYNDICALISTES, UN POISON POUR LES LUTTES OUVRIERES

Avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, ce n'est pas seulement les syndicats qui sont pourris mais la forme syndicale elle-même qui n'est plus adaptée aux conditions nouvelles de la lutte de classe. Le syndicalisme, devenue une idéologie bourgeoise, inocule en effet dans les rangs de la classe ouvrière, le mensonge suivant lequel il serait encore possible au prolétariat de s'aménager une place dans cette société alors qu'aujourd'hui, avec l'aggravation de la crise historique, insurmontable du capitalisme, jamais, depuis la seconde guerre mondiale, les conditions de vie ouvrière n'ont été aussi catastrophiques, jamais l'ensemble de l'humanité n'avait connu une telle misère, de telles famines.

Par ailleurs, l'idéologie syndicale s'appuie sur le manque de confiance de la classe ouvrière en elle-même, en ses propres forces, pour accréditer l'idée suivant laquelle, seuls

des "spécialistes" peuvent organiser la lutte, négocier avec le gouvernement et le patronat et qu'en dehors de la lutte syndicale il n'y a point de salut. Toute l'histoire de la lutte de classe au cours du 20ème siècle vient démentir une telle idée. Souvenons-nous de la formidable grève de masse des ouvriers de Pologne en août 80 où les ouvriers, en prenant eux-mêmes leurs luttes en mains, en s'organisant dans les assemblées générales massives avec des comités de grève élus, révocables et responsables devant l'ensemble des travailleurs en lutte, sont parvenus à faire reculer le gouvernement sans l'intermédiaire d'aucun syndicat.

Souvenons encore que ce sont malheureusement les illusions syndicalistes du prolétariat en Pologne qui ont permis à la bourgeoisie, grâce à la création du syndicat Solidarnosc, de saboter et de réprimer les luttes ouvrières dans ce pays à partir de 81.

L'idéologie syndicale inocule également le poison du "chacun pour soi" dans les rangs ouvriers en enfermant les ouvriers dans le piège du corporatisme, en tentant de leur faire croire qu'on peut faire céder le gouvernement et le patronat en développant la lutte chacun dans son secteur ou sa corporation. Toutes les expériences de luttes de ces dernières années, même les plus massives, les plus "dures" (telle la grève de la SNCF en décembre 86), ont montré que le corporatisme ne mène qu'à la défaite et à la démoralisation. Aujourd'hui, seul un combat uni de tous les secteurs peut permettre à la classe ouvrière de développer un rapport de force en sa faveur face à l'Etat bourgeois.

L'idéologie syndicale entretient encore l'illusion suivant laquelle, il serait possible au prolétariat de maintenir une organisation permanente de défense de ses intérêts de classe en dehors des périodes de lutte. Or, depuis le début du siècle, avec le développement du capitalisme d'Etat qui concentre entre les mains de ce dernier la défense et la survie du système, la classe ouvrière ne peut développer un rapport de force face à l'Etat capitaliste que pendant les périodes de lutte. En effet, dès que les luttes retombent, l'Etat fait de nouveau peser de tout son poids sur la classe ouvrière, les nécessités du capitalisme en crise. Toute forme d'organisation permanente, tels les syndicats, ne sert alors qu'à faire accepter aux ouvriers ces nécessités. Ce n'est que dans une période révolutionnaire, lorsque les masses ouvrières sont mobilisées en permanence qu'elles peuvent maintenir de façon permanente leurs propres organisations unitaires, les conseils ouvriers, dans la mesure où ces derniers constituent l'arme essentielle du prolétariat pour le renversement de l'Etat capitaliste.

Ainsi, malgré la méfiance, voire le dégoût croissant des ouvriers à l'égard des syndicats, ce sont toutes ces illusions sur le syndicalisme qui ont permis à la bourgeoisie de saboter toutes les luttes ouvrières de ces dernières années. Ce sont ces illusions qui ont permis à l'Etat capitaliste de développer son arme du "syndicalisme de base" ou "radical" face au discrédit croissant des syndicats officiels dans les rangs ouvriers. Ce sont encore ces illusions syndicalistes qui ont permis l'efficacité du piège des "coordinations" animées par les gauchistes lors des luttes qui se sont déroulées en 87-88 en France, en Espagne, en Italie...

Les syndicats et leurs supporters gauchistes ne sont rien d'autre que la police de l'Etat dans les usines. Le syndicalisme, sous toutes ses formes, n'a pas d'autre objectif que d'encadrer les luttes ouvrières, de les soumettre à la discipline de l'exploitation capitaliste, de mener les ouvriers de défaites en défaites en faisant de la négociation un but en soi, dans le secret des bureaux patronaux ou ministériels. Il n'a pas d'autre objectif que de diviser les ouvriers, de les enfermer dans le piège du corporatisme afin d'empêcher l'unification des luttes et leur nécessaire généralisation. Et en bons chiens de garde de l'Etat bourgeois, tous les promoteurs du syndicalisme n'ont jamais hésité à dénoncer les éléments révolutionnaires comme agents de la droite ou de la CIA ou autres, voire à utiliser des méthodes musclées pour les vider des assemblées générales, comme on le voit depuis des années avec la CGT, mais aussi plus récemment avec les gauchistes de "Lutte ouvrière" (cf. notre brochure "Bilan de la lutte des infirmières").

Qu'il le veuille ou non, le prolétariat sera contraint, pour défendre ses intérêts de classe, de développer sa lutte en dehors et contre les syndicats et toutes les formes syndicales y compris les plus "radicales".

A.M.

VIENT DE PARAÎTRE

Courant Communiste International

Revue
Internationale/62

3^e trimestre 1990

15 F / 75 Fb

Situation internationale

PAYS DE L'EST : CRISE IRREVERSIBLE,
RESTRUCTURATION IMPOSSIBLE

LA BARBARIE NATIONALISTE

RAPPORT SUR LA SITUATION EN ALLEMAGNE

LA DECOMPOSITION, PHASE ULTIME
DE LA DECADENCE DU CAPITALISME

Polémique

Face aux bouleversements à l'Est
UNE AVANT-GARDE EN RETARD

L'HORREUR DU CAPITALISME POURRISSANT

Libéria

■ Le continent africain est traversé aujourd'hui par des convulsions de plus en plus brutales, comme l'attestent les récents événements au Gabon, en Côte d'Ivoire et, plus encore peut-être, au Libéria. La folie meurtrière, les atrocités de toutes sortes auxquelles est aujourd'hui soumise la population de ce pays le révèlent pour ce qu'il est vraiment, concrètement, à savoir le concentré hideux d'un monde en totale putréfaction...

Pillages, viols, tortures, massacres inter-ethniques, voilà le sinistre tableau que nous offre ce pays où le développement de la crise économique a atteint des proportions telles que tout aujourd'hui s'effondre, tout ce qui maintenait tant bien que mal une relative cohésion sociale vole aujourd'hui en éclats. Chaque jour un peu plus de cadavres affreusement mutilés jonchent, empuantissent les rues de Moravia, la capitale, désertée par une population civile terrorisée, prise en otage dans la lutte à mort que se livrent depuis environ 6 mois deux fractions bourgeoises. D'un côté, le sinistre bouffon Samuel Doe, ancien adjudant-chef mis en place et soutenu à bout de bras depuis 10 ans par les USA, s'accroche désespérément au pouvoir au côté de ce qui reste de l'armée régulière, de l'autre, l'armée des "rebelle" qui, conduite par Charles Taylor, lui-même formé dans les écoles américaines, encerclent la capitale.

A l'image de l'ensemble des pays africains, le Libéria a vu tout au long des années 80, le cours des matières premières chuter considérablement, notamment celui du minerai de fer qui représente 65% du total de ses exportations. Cela dans un contexte où l'agriculture est en faillite totale au point que même le riz doit être importé des Etats-Unis. On imagine aisément à partir de là, l'impossibilité totale pour ce pays de rembourser une dette extérieure qui fin 1989 s'élevait à 1,3 milliards de dollars. Le délabrement économique du pays est tel, la misère y est devenue si intolérable, les massacres perpétrés depuis plus de 10 ans par le gouvernement et son armée d'une telle férocité qu'il n'aura pas été difficile à Charles Taylor de se poser en sauveur et d'enrôler de larges fractions de la population au nom de la "libération du peuple".

Alors que les USA ont acculé, potion du FMI aidant, l'économie du Libéria à la banqueroute, alors qu'ils ont mis en place puis soutenu des années durant le régime sanguinaire du président Doe, ils envoient maintenant une escadre au large du Libéria pour, soi-disant, sauver la vie de ses ressortissants...

Quant au sort de la population au Libéria, ces "vertueux défenseurs des droits de l'homme" que sont les USA n'en ont que faire. Si l'armée US n'est pas intervenue pour ramener l'ordre dans ce pays (comme ils l'ont fait récemment au Panama), c'est uniquement parce que les affrontements entre les fractions Doe et Taylor ne constituent pas une menace pour les intérêts du capitalisme américain (et ceci d'autant plus que l'effondrement de l'URSS prive aujourd'hui les cliques bourgeoises des pays du Tiers-Monde de toute possibilité d'exercer un chantage au passage dans le bloc russe comme c'était le cas dans le passé).

La situation au Libéria n'est malheureusement pas une exception mais plus encore montre l'avenir qui attend l'ensemble du continent africain, continent qui a pourtant le "grand privilège" d'être aux 4/5 dominé par nos "généreuses démocraties occidentales". Cet avenir, c'est une situation où famines, épidémies, pogroms et guerres ne seront plus l'exception mais la règle. Cette règle, c'est celle implacable, effroyable du libre développement de la barbarie généralisée du système capitaliste.

N. (24.06.90)

Iran

■ Il est décidément des régions du monde auxquelles rien n'est épargné. Après l'Arménie qui, ayant connu les génocides, la misère et les guerres perpétuelles entre cliques rivales devait encore être ravagée par un terrible tremblement de terre, voilà que la population iranienne, après avoir été saignée par plus de dix ans d'une guerre parmi les plus meurtrières de l'histoire récente, est aujourd'hui terrassée par un nouveau séisme : à l'heure où nous écrivons le chiffre augmente sans cesse, 40 000 morts sont déjà recensés, des centaines de milliers de blessés, et combien de sans-abri ?

Avec un plus dans l'horreur : le gouvernement des ayatollahs refuse ou entrave les aides humanitaires (déjà dérisoires) internationales, pour des raisons de "sécurité intérieure".

La conception "islamiste" de la sécurité n'est pas différente dans son fond de celle qui préside aux agissements de la classe dominante partout dans le monde. Pour les dirigeants, la vie humaine a bien peu de prix quand se font entendre les nécessités économiques et politiques de leur système en crise -encore moins la vie de la population-. Combien de fois nous a-t-on déclaré déjà qu'une série de séismes est prévue aux frontières de l'Orient (Inde, Iran) et de l'URSS ? Et que des milliers de morts pourraient être évités en construisant "anti-tellurique" ?

Il n'est évidemment pas question de ces réalisations coûteuses dans un pays comme l'Iran, où toute l'économie est orientée non vers la satisfaction des besoins humains, loin s'en faut, mais vers la production de guerre.

Ce qui ne devrait plus être une fatalité meurtrière grâce aux progrès de la science, devient en fait aujourd'hui au contraire, mille fois plus dévastateur du fait que la crise générale du capitalisme entasse des millions de gens déracinés dans les taudis des villes, comme c'est le cas dans le nord de l'Iran. On n'ose imaginer les conséquences d'un tel tremblement de terre dans l'Inde surpeuplée.

Les grands violons qui ne vont pas manquer de se déchainer pour pleurer sur l'Iran, comme hier sur l'Arménie, ne devraient pas nous faire oublier que c'est bien ce système pourri, qui domine l'ensemble du monde qui est responsable de tant d'horreurs.

DN (25/6/90)

L'URSS AU BORD DE LA DISLOCATION

■ "La République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) se réserve le droit de sortir librement de l'URSS". Cette déclaration officielle (12/6/90) du nouveau congrès des députés de Russie reprend les propos tenus à la TV par Boris Eltsine, à peine élu président de la RSFSR, affirmant que "la Russie sera indépendante dans tous les domaines". Si la Russie "quittait" l'URSS, que resterait-il de l'empire "soviétique", qui, il y a encore moins d'un an, constituait la deuxième puissance impérialiste mondiale ? Rien.

En tout cas, plus aucune des quinze républiques constituant encore officiellement l'URSS. Il n'y en a pas une seule qui n'ait affirmé sa volonté d'indépendance et de quitter l'Union. Du nord au sud, des Pays Baltes au Caucase, de l'ouest à l'est, de la Moldavie et de l'Ukraine aux républiques d'Asie centrale. Pas une sans des mouvements nationalistes en pleine effervescence. Il n'en est aucune pour s'opposer au processus, maintenant irréversible, d'éclatement de l'URSS.

LE CHAOS ET LA BARBARIE SE GENERALISENT

Mais ce processus ne mène pas à la constitution de nouvelles configurations nationales stables. Bien au contraire. Au milieu d'une situation économique catastrophique pour l'ensemble des populations, et notamment pour une classe ouvrière qui, noyée sous les illusions démocratiques, n'est pas en mesure de s'opposer efficacement à la misère croissante qui lui est imposée, la déliquescence de l'URSS s'accompagne d'une explosion des sentiments nationalistes et xénophobes les plus exacerbés.

Dans les républiques du sud, le "tiers-monde" de l'URSS, tout cela débouche sur une situation de chaos généralisé, d'affrontements inter-ethniques (le dernier en date au Kirghizistan), de ratonnades et de pogroms, de bastonnades et de meurtres dans lesquels les femmes, les enfants et les vieillards sont les principales victimes de foules ivres de chauvinisme et de sang. De véritables guerres civiles ravagent les républiques d'Asie, à l'image de celle qui, dans le Caucase, opposent les Arméniens aux Azéris. Inutile de préciser que, dans ces guerres locales, que la presse appelle "la guerre de tous contre tous", on ne fait pas de quartier. Seules la haine et la barbarie l'emportent.

Malgré les apparences, malgré les discussions entre Gorbatchev et les présidents des Pays Baltes, et même si la situation n'y est pas encore aussi dramatique, elle n'en contient pas moins la même perspective de désordre, de confrontation et de décomposition dans cette région. Le blocus économique imposé par Gorbatchev à la Lituanie, n'a fait qu'accélérer la dégradation économique et avancer dans le temps des mesures d'austérité accrue contre l'ensemble de la

population, et en particulier contre la classe ouvrière. Mais surtout, l'indépendance des Pays Baltes contient déjà tous les éléments de conflits avec les voisins sur les frontières : avec la Pologne, avec la Biélorussie et avec la Russie elle-même et son enclave de Kaliningrad. En plus, la présence de fortes minorités nationales, russes polonaises, biélorusses, dans ces pays, ne peut mener, dans la période actuelle qu'au développement aveugle des antagonismes, de la haine et des affrontements entre les différentes populations.

LA BOURGEOISIE RUSSE NE PEUT QUE REPRIMER VIOLEMMENT... ET ACCELERER L'ECLATEMENT

La bourgeoisie soviétique parvient de moins en moins, -ne parlons pas de "contrôler"-, disons, à "accompagner" le processus d'éclatement de l'URSS. Ce n'est pourtant pas faute d'essayer. Avec l'aide des occidentaux d'ailleurs. Mais dans l'ouragan qui dévaste l'URSS, elle est chaque jour plus impuissante.

Dans cette situation dramatique de décomposition -c'est le Liban à l'échelle d'un continent-, soit elle laisse faire et le chaos s'installe sans retenue laissant libre cours à la folie meurtrière d'une multitude de guerres locales, soit elle intervient, en utilisant l'armée et la répression, et elle fait l'unité de tous contre Moscou, renforçant encore plus toutes les tendances centrifuges du pays, la haine du russe, accélérant d'autant la dislocation de l'Union Soviétique. La répression n'aurait pour effet que de renforcer la détermination anti-russe des populations, avec le risque, en prime, de diviser, de démoraliser et d'affaiblir encore plus l'armée elle-même.

Aujourd'hui la bourgeoisie russe, Gorbatchev en premier, ne contrôle plus grand chose. Elle court après les événements, réagissant chaque fois plus avec retard. Et chaque réaction ne fait, en dernière instance, que renforcer et accélérer le processus de décomposition qu'elle voulait freiner.

Dans la période actuelle, la classe ouvrière est bien trop faible en URSS pour opposer une autre dynamique, sans parler d'offrir, ou ne serait-ce que présenter, une perspective révolutionnaire à l'ensemble de la population. Elle a déjà bien du mal à résister aux délires nationalistes et démocratiques.

Pour le plus grand malheur des populations de ce qui est encore l'URSS, la voie est ainsi ouverte à l'exacerbation des différents antagonismes, à la haine et au racisme, à la multiplication des conflits, des massacres, et au déchirement de tout le tissu social.

RL (22/6/90)

MASSACRES ET REPRESSION EN ROUMANIE OU MENENT LES ILLUSIONS DEMOCRATIQUES

■ Encore une fois, des nouvelles et des images sordides nous sont parvenues de Roumanie : 5 morts (sûrement plus en réalité), plus de 500 blessés graves et un millier d'arrestations "selon les chiffres officiels".

Cette comptabilité macabre -et comme toujours sous-évaluée- est le résultat d'affrontements en plein Bucarest mais surtout d'une chasse aux sorcières dans les rues mêmes et cela sous l'oeil des caméras du monde entier.

Comble de la désolation : à des forces de répression étatique surarmées se sont joints 15 000 mineurs avec haches, gourdin et manches de pioche. Et ce sont "ces hommes vêtus de haillons sales, les yeux exorbités par la fatigue et l'excitation", comme le dit avec le plus profond mépris "Le Monde", qui, pendant trois jours, ont semé, avec sauvagerie et arbitraire, la violence et l'horreur.

Si cette situation dévoile, encore une fois, le chaos qui règne dans ce pays, elle n'en révèle pas moins la responsabilité pleine et entière de la bourgeoisie qui se montre aujourd'hui capable de tout et surtout du pire, pour continuer à maintenir sa domination alors que son système pourrit sur pied.

Derrière la comédie sordide de la "démocratisation", n'a-t-on pas vu les différentes fractions de la classe dominante, ces derniers mois, chauffer la population et créer un climat de guerre civile ?

Aux partis d'opposition qui hurlent à la "confiscation de la démocratie", n'est-ce pas le gouvernement du Front de Salut National qui répond en dénonçant "les tentatives de coup d'Etat fasciste contre la révolution" ?

C'est ainsi que la population roumaine, et en particulier la classe ouvrière, déjà manipulée lors de la "révolution" contre Ceaucescu, s'est retrouvée progressivement divisée et embriaguée derrière une fraction bourgeoise.

Ces dernières semaines, le ton était monté d'un cran quand les opposants de tous bords organisaient des manifestations sur la place de l'Université baptisée par eux "territoire libéré du communisme" et discouaient sur les "libertés en danger", mais surtout quand le gouvernement a déchaîné sa propagande, dénonçant "les extrémistes néo-fascistes", "les goulans", "hooligans" et autres "spéculateurs, trafiquants et chefs de la prostitution" et tous ceux que le pudique premier ministre Petre Roman a appelé : "les nœuds d'irréductibles liés aux couches les plus suspectes de la population". Bien évidemment, tous ces gens peu fréquentables sont "manipulés de l'étranger".

C'est ainsi que ce climat de tension a abouti aux trois journées dramatiques de la mi-juin, avec des ouvriers se retrouvant face à face dans des camps (bourgeois) différents mais sûrement pas dans leur propre camp, et se battant pour une fraction de la bourgeoisie contre une autre.

Iliescu et Roman ont, semble-t-il, mieux fait les choses puisqu'ils ont réussi à mobiliser derrière eux les typographes qui n'ont pas publié les journaux d'opposition et surtout les mineurs qui sont descendus en masse dans la capitale pour remettre de l'ordre.

En plus de la propagande intensive qu'ils leur font subir depuis quelques mois, ils sont allés jusqu'à acheter leur

concours en leur octroyant des avantages plus que substantiels en salaires (plus de 30% d'augmentation), conditions de travail (une journée supplémentaire de congé hebdomadaire) et retraite (45 ans au lieu de 50). C'est ainsi que des "goules noires" et des métallos de Brasov, qui étaient ceux-là mêmes qui avaient mené des luttes importantes en 1987 contre la misère imposée par Ceaucescu, se sont retrouvés à soutenir le gouvernement du Front de Salut National et même à semer la terreur et à assumer la répression au profit de la bourgeoisie.

Ces ouvriers se sont laissés aujourd'hui embrigader et fourvoyer dans le camp de leur ennemi de classe, et cela ne peut que leur coûter très cher. Il n'y a aucune illusion à se faire sur les sentiments et les intentions de la bourgeoisie ; et si aujourd'hui Iliescu déclare à qui veut l'entendre "son entière reconnaissance" aux mineurs qui ont défendu "la révolution", sa pensée profonde vis-à-vis des ouvriers, c'est son collègue du FSN, Dumitru, qui la révèle : "Ce n'est pas possible de se boucher le nez face à ceux qui vous ont sauvé, même s'ils ne sont pas toujours présentables".

Demain, quand les intérêts de son Etat l'exigeront, quand les ouvriers voudront reprendre le chemin des luttes sur leur terrain de classe, il n'hésitera pas une seconde à leur envoyer ses hordes sanguinaires.

Si, ces derniers jours, les "grandes démocraties" se sont levées comme un seul homme pour condamner ces événements, ce n'est sûrement pas pour regretter les massacres, mais pour déplorer les méthodes employées par l'Etat roumain, trop ouvertement barbares. "Le gouvernement roumain doit se doter de moyens réguliers de préserver l'ordre public", c'est ainsi que Mitterrand prodigue ses conseils à Iliescu : oui à la répression mais... démocratique, légale, "propre".

Mais l'hypocrisie, la duplicité et le mensonge ne gênent pas tous ces démocrates. Par leur "condamnation unanime" et les menaces de sanctions économiques, ils ne cherchent qu'à faire oublier que depuis décembre dernier, ils n'ont cessé de brandir sous nos yeux le flambeau de la "révolution roumaine", comme ils n'ont cessé de monter au pinacle "ses leaders", ces hommes de bonne volonté, ces "apprentis-démocrates" qui ont débarrassé le pays d'un monstre sanguinaire.

Aujourd'hui, il est de notoriété publique que non seulement la "révolution" n'avait rien de populaire, qu'elle n'était qu'une mise en scène macabre pour cacher un vulgaire putsch, mais que les "démocraties", complices avec l'URSS, y étaient pour quelque chose. Il est maintenant reconnu que, durant les derniers mois de 1989, ils avaient non seulement connaissance de la préparation dans les milieux étatiques roumains (notamment dans la Securitate) de la chute de Ceaucescu mais que, de plus, ils y ont participé très activement à travers leurs services secrets et la propagande distillée dans le pays par les radios Free-Europe, Voice of America et la BBC.

Ils savaient tout et ils étaient complices. Mais cela ne leur suffisait pas puisqu'ils ont tout fait pour en tirer profit au maximum contre la classe ouvrière en Occident. Ainsi, ils nous ont menti en nous rapportant des images falsifiées, pro-

(SUITE PAGE 5)

"LIBERALISATION" DE L'ECONOMIE EN URSS

APRES LA TERREUR ET LA PENURIE, LE CHOMAGE ET LA FAMINE

■ L'opération "vérité des prix", apparemment le premier choc à venir, est une des attaques les plus brutales que la classe ouvrière en URSS n'ait jamais connue. Qu'on en juge :

Prévue pour le premier janvier prochain mais avec de premières applications "limitées" dès juillet ou août, l'"alignement des prix" sur "les conditions réelles de production" va voir une multiplication par 2 ou par 3 (si ce n'est plus) de l'ensemble des prix des produits de première nécessité :

- prix du pain multiplié par trois dès le 1er août ;
- prix du lait multiplié par deux ;
- doublement des tarifs de l'électricité ;
- augmentation de 50 à 100 % des autres prix alimentaires, des services, des transports, de l'habillement etc...

UNE ATTAQUE SANS PRECEDENT

Officiellement, la baisse du niveau de vie ne devrait être "que" de 5 à 6 %, le nombre de chômeurs ne devrait "que" tripler ou quadrupler au cours des six prochains mois pour atteindre de 8 à 10 millions d'ouvriers ! C'est pourtant, a-t-on garanti, l'application d'une des méthodes les plus "douces" qui a été choisie.

Et, mieux que tout référendum sur le passage à l'économie de marché, les véritables scènes de panique auxquelles on assiste dès aujourd'hui dans la population, particulièrement à Moscou, où chacun part à la recherche de produits de première nécessité avant l'augmentation des prix, sont révélatrices de ce à quoi s'attend la population.

Dans Moscou où sévit la pénurie à une échelle un peu moindre que dans tout le pays, c'est quotidiennement 2 à 3 millions de "provinciaux" qui débarquent chaque matin pour faire quelques maigres courses de produits introuvables ailleurs (cf. RI n° 190). Et pour faire face à une rupture complète des stocks, la municipalité impose depuis quelques jours la présentation d'un certificat de résidence pour acheter la moindre boîte de conserve à Moscou. Il n'est pas difficile d'imaginer le niveau de misère absolue qui se profile pour la classe ouvrière et l'ensemble de la population d'ici quelques semaines :

- pour toute la population moscovite et urbaine, des denrées

rares à des prix prohibitifs où la spéculation va jouer à plein. Les queues interminables, le rationnement et le racket ont encore de beaux jours devant eux ;

- pour toute la province, donc une majorité de la population, l'interdiction de se procurer dans les grandes villes tout le minimum vital ne peut qu'amener une misère absolue qui n'aura rien à envier aux pires conditions de survie que connaissent déjà des millions d'habitants du "tiers-monde".

Quant à la privatisation de l'économie, que certains experts réclament en priorité pour "donner un sens" à cette réforme, le désastre sera tout autant flagrant : les tentatives pour remettre l'économie au niveau de l'offre et de la demande, outre son impossibilité réelle dans un marché mondial sursaturé, ne peut qu'amener des fermetures d'usines non rentables (à savoir une majorité), des licenciements en cascade et un chômage catastrophique de l'ordre de quelques centaines de millions très rapidement.

Il n'est guère surprenant dans ces circonstances que de telles mesures, décidées par Gorbatchev et Ryjkov qui contiennent des risques explosifs de tous ordres (grèves ouvrières mais aussi déchaînement accru d'aspirations nationalistes) ne pouvant qu'accroître les dangers d'éclatement de tout le tissu économique et social de l'URSS, la totale perte de contrôle sur la situation et le chaos généralisé, soient vivement controversées au sein même du pouvoir soviétique. Mais même si le gouvernement a été contraint de reculer sous cette levée de boucliers dans tout l'appareil d'Etat en repoussant... d'un mois certaines hausses de prix et en différant à quatre reprises la date de mise en application "structurelle" de cette réforme, phénomène révélateur de l'effondrement de toute force d'encadrement adéquat pour les imposer, ces mesures apparaissent comme inéluctables car la bourgeoisie soviétique ne dispose plus de marge de manoeuvre, elle est prise à la gorge et se retrouve contrainte d'avancer, de toutes façons, sur une corde raide.

Il n'y aura pas de miracle : que le gouvernement Gorbatchev l'envisage par un bout ou par un autre, la retardant ou non, la réforme économique et le passage à l'économie de marché s'annoncent plus que douloureuses pour la population soviétique et la classe ouvrière en particulier.

...QUI VA PLONGER DAVANTAGE LES OUVRIERS DANS LA MISERE

Quelle que soit l'opération chirurgicale qui se prépare, chacun sait qu'elle devra se faire sans anesthésie, à vif, sur le dos des prolétaires. Comme le dit un "député-économiste" membre du Soviet Suprême : *"le gouvernement ne voulait pas la thérapie de choc. On a aujourd'hui le choc mais sans thérapie."*

Cette "thérapie", elle n'existe ni dans le stalinisme, ni dans les régimes démocratiques de l'économie libérale. Elle ne peut exister hors de la révolution prolétarienne mondiale et elle est aujourd'hui plus que jamais entre les mains du prolétariat occidental.

Face à cette "réforme" que ce rat de Gorbatchev ose considérer comme "un tournant important, égal à la révolution d'Octobre" (sic), les prolétaires n'auront pas le choix entre "la peste et le choléra" : c'est l'ENSEMBLE de ces attaques qui va s'abattre sur eux d'une manière frontale et que les "promesses" de "compensations sociales" ne pourront endiguer. C'est en fait une situation de BARBARIE GENERALISEE que la classe ouvrière en URSS va subir encore davantage que ce qu'ils ont connu depuis des décennies...

Dans les autres pays de l'Est et notamment en Pologne, en Hongrie ou en RDA, on a vu ce que les réformes de ce style signifiaient pour la classe ouvrière. En URSS cela ne peut être que plus terrible.

Sous la férule du stalinisme, la classe ouvrière se voyait assurer un minimum vital (salaire, logement) malgré la pénurie chronique de nombreux produits alimentaires, au prix d'une oppression féroce. Aujourd'hui, à cette terreur succède une situation où le minimum vital n'est même plus assuré et qui représente encore un enfoncement dans la misère et la famine.

Il n'existe aucun remède miracle dans le contexte d'une crise mondiale irréversible du capitalisme pour sauver une économie nationale déjà en faillite qui ne peut que plonger davantage dans le marasme.

Stopio (19/06/90)

REUNIFICATION ALLEMANDE

C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI VA PAYER LA NOTE

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article paru dans notre presse en Allemagne, 3 jours avant l'annonce officielle de l'union monétaire en mars 90. Depuis, toutes les perspectives mises en avant se sont pleinement confirmées, notamment le coût gigantesque que va représenter l'unification économique et monétaire pour la classe ouvrière allemande. Le gouvernement annonce maintenant officiellement le chiffre de 3 millions de chômeurs en Allemagne de l'Est ; 80 % des usines sont menacées de faillite totale, et déjà pour le mois de juillet, ce ne sont pas moins de 600 000 lettres de licenciements qui vont arriver dans les foyers à l'est. D'autre part, l'inquiétude de la bourgeoisie d'Allemagne de l'Ouest grandit, face à l'ampleur des difficultés et de la perte de maîtrise de la situation économique à l'ouest (cf. nos articles dans RI n° 188, 189, 191).

CHOMAGE MASSIF ET MISERE GENERALISEE A L'EST...

L'établissement du Deutsche Mark (DM) comme monnaie officielle en Allemagne de l'Est va conduire à l'une des plus grandes vagues de faillites et de licenciements de l'histoire du capitalisme. Déjà par le fait que les usines totalement délabrées de l'est (qui ne représentent que 30 à 50 % de la productivité de l'ouest) vont disparaître en série. La plupart des usines est-allemandes ne sont pas solvables pour les banques ouest-allemandes ; seules quelques firmes comme Robotron (micro-électronique) ou Planeta (machines à imprimeries) pourront survivre car elles représentent un investissement rentable. De plus, avec la réforme monétaire, c'est à une vraie "mise en liquidation" de la RDA auquel on va assister. Du fait, bien évidemment, que les capitalistes de l'ouest ne veulent rien donner en cadeau, cela implique que les détenteurs des richesses en RDA devront se procurer par eux-mêmes leurs propres fonds en DM. Cela veut dire vendre aux possesseurs de DM-ouest tout ce qui existe comme installations, que ce soient des immeubles

d'habitation, des terrains et même des usines, etc... Comme c'est l'Etat qui est le principal propriétaire des biens, cela va se traduire par une gigantesque privatisation. Conséquence : les loyers des logements vont grimper (alors que ceux-ci étaient jusqu'à présent extrêmement bas). Les sans-abri (phénomène inconnu jusqu'ici) vont faire partie du quotidien en Allemagne de l'Est.

Les gigantesques dépôts d'épargne de la population est-allemande (environ 165 milliards de marks-est) vont devenir soit en partie, soit totalement, sans valeur. La population essaie actuellement désespérément de sauver cette épargne en achetant des biens. Mais plus personne n'est prêt à vendre des biens en marks de l'est, car il n'y a plus aucune confiance dans cette monnaie. Seul l'Etat est-allemand a eu l'idée de vendre des parties d'usine à la population, usines qui vont selon toutes probabilités faire faillite après la réforme monétaire. Les capitalistes mettent ainsi à profit la période actuelle pour essayer de gruger les ouvriers par tous les moyens ! Alors que les banquiers de l'ouest voient dans les dépôts d'épargne de RDA uniquement un surplus de pouvoir d'achat qui doit être "absorbé" (ce qui signifie : réduit à néant), ceux-ci sont absolument vitaux, avant tout pour les retraités. Car ils ne peuvent pas vivre avec des pensions de retraite de 380 marks à 500 marks pour les plus élevées et avec ces économies-là, ne pas être réduits à la famine.

...ET DES ATTAQUES MASSIVES AUSSI CONTRE LES OUVRIERS A L'OUEST

Mais ce n'est pas seulement le capitalisme d'Etat de RDA, mais aussi l'économie ouest-allemande qui va être fortement secouée avec l'union économique et monétaire. Car celle-ci met déjà directement en danger le système de sécurité sociale et de retraite en RFA. Avec l'union monétaire et économique, c'est 16 millions de personnes supplémentaires qui vont prétendre à l'assurance sociale. Aux 4 millions de retraités, il faudra probablement ajouter 1 à 3 millions de

chômeurs qui vont perdre leur travail à la suite de l'union monétaire. Et ceci, alors que les caisses de retraite de RDA vont certainement s'effondrer ou devenir sans valeur du fait de la réforme monétaire et du fait qu'il n'y a jamais eu jusqu'à présent en RDA d'assurance chômage. Ce sont les caisses sociales de l'Etat ouest-allemand qui prendront ainsi sur leurs épaules les coûts les plus importants. Pour éviter la faillite de ces caisses, le gouvernement de Bonn va tenter, en plus d'une nouvelle assurance déjà prévue, de relever massivement les cotisations sociales. Mais ils redoutent naturellement les conséquences sociales de mesures aussi drastiques, à savoir l'aggravation des conflits de classe et de la haine des ouvriers vis-à-vis de l'Etat et du capital.

De plus, du fait que les chefs d'entreprise vont devoir payer au moins 50% du montant de ces contributions, les capitalistes ouest-allemand craignent dès maintenant une dégradation sensible de leur compétitivité sur le marché mondial ; cette charge supplémentaire se répercutera sur le prix des marchandises. Certains experts estiment cette charge mensuelle à plusieurs dizaines de milliards.

Les conséquences les plus importantes de la réforme monétaire, à l'est comme à l'ouest vont être l'instabilité économique et l'enfoncement dans le chaos, et pour la classe ouvrière, chômage de masse et pertes de revenus très douloureuses.

Les capitalistes insistent, malgré tous les discours sur la réunification et la propagande nationaliste, sur le fait que les salaires en RDA doivent rester fondamentalement plus bas qu'en RFA, même après la réunification et l'union monétaire. Ils argumentent que les bas salaires en RDA sont une des conditions pour que le capital privé puisse s'y investir. Et ils font ouvertement du chantage en disant que si les ouvriers n'acceptent pas ces bas salaires, il y aura encore plus de chômage. Cela signifie simplement que la "glorieuse" réunification de l'Allemagne viendra au monde avec un système type-apartheid, dans lequel les habitants d'un seul et même pays recevront chacun, selon son origine, un niveau de salaire différent. La politique ouest-allemande compte avec ça que les salaires les plus bas (environ 800 à 1 000 marks-ouest) suffiront à inciter une grande partie de la population, qui ne veut pas émigrer du fait des liens familiaux ou parce qu'ils ont des biens, à rester en RDA. Pour les autres, moins attachés aux lieux, on brandira la menace, du type mesures répressives ou les propositions du leader du SPD, Lafontaine, visant à empêcher l'immigration. Et en RFA, les capitalistes espèrent pouvoir tirer profit de ces grosses différences de salaire dans un seul pays pour pousser également les salaires des ouvriers vers le bas, selon le modèle des villes sud-africaines (où les bas salaires des ouvriers noirs sont utilisés pour faire pression sur les salaires des ouvriers blancs). Pour ces mêmes ouvriers de RFA s'ajouteront : hausses de cotisations sociales, inflation, impôts supplémentaires et hausse du crédit, qui vont englober immédiatement les accords salariaux présents. Et la liste est loin d'être terminée.

Aujourd'hui, la bourgeoisie exige des sacrifices énormes des ouvriers de l'est et de l'ouest comme condition préalable de la réunification et de l'union monétaire. Un tel sacrifice qui va pousser des millions de familles ouvrières dans la pauvreté absolue ne peut qu'annoncer d'autres sacrifices plus importants encore.

(repris de Weltrevolution n°41/mars-avril 90)

ROUMANIE

(SUITE DE LA PAGE 4)

pagandistes de ces "masses populaires se battant pour la démocratie". Elles ne leur servaient qu'à enfoncer dans la tête des ouvriers "la victoire de la démocratie".

De même, actuellement, ils mentent à propos des derniers événements en n'étalant que les images de ces "pauvres minoritaires d'étudiants" ou de responsables politiques agressés, tabassés et même poursuivis jusque dans leur lit d'hôpital, qui ne réclament "qu'un peu plus de liberté". Pour faire croire que la démocratie est "le meilleur des mondes", qu'elle mérite qu'on se batte pour elle, ils sont capables de toutes les mises en scène, de toutes les tromperies, même quand la vérité éclate et s'y oppose.

Avec la même méthode consistant à utiliser les événements à leur propre compte, ils ont étalé dans tous leurs médias les scènes de ratonnades perpétrées par les "goules noires" pour renvoyer à toute la classe ouvrière une image peu glorieuse d'elle-même, pour lui montrer des ouvriers aux mines patibulaires imposant leur violence et leur dictature féroces.

N'est-ce pas l'essence même de la lutte de classe? C'est le

mensonge qu'elle veut faire passer pour déboussoler encore plus et même chercher à démoraliser les ouvriers de partout qui assistent à ce spectacle.

Les bataillons principaux de la classe ouvrière, c'est-à-dire ceux d'Europe occidentale, doivent tirer deux leçons essentielles de ces événements :

- la première, c'est que la bourgeoisie (et surtout sa fraction démocratique) n'a que la déformation des faits pour masquer la réalité de son système, de sa faillite, de son pourrissement et la propagande la plus grossière pour tenter de les désarmer et perpétuer ainsi sa domination barbare ;
- la seconde, c'est qu'ils ont la responsabilité historique, par leurs luttes contre le capitalisme "libéral" et "démocratique", non seulement de montrer la voie à leurs frères de classe, aujourd'hui manipulés et fourvoyés sur le terrain bourgeois, comme les mineurs roumains, mais de reprendre le chemin de la révolution prolétarienne, sinon le capitalisme pourrissant entraînera toute l'humanité dans sa disparition.

JE
(24.06.90)

USA

UN NOUVEAU PAS DANS LA RECESSION MONDIALE

(SUITE DE LA PAGE 1)

Monsieur le ministre a raison de souligner l'ampleur de la chose. Par contre, quand il affirme qu'il s'agit d'une "escroquerie", il ne dit qu'une partie de la vérité : la moins importante. Il est certain qu'il y a eu dans la gestion des S&L des opérations financières plus que douteuses, même du point de vue des codes "moraux" de la finance capitaliste. Et cela aux niveaux les plus élevés : le fils de Bush, par exemple, est impliqué dans la faillite de Silverado Savings and Loan de Denver (Colorado) qui devrait coûter aux contribuables à elle seule près d'un milliard de dollars.

Mais, d'une part, l'"escroquerie", dans le sens de malversations sortant du cadre des propres lois capitalistes, devient inévitablement le mode de vie naturel du capitalisme, lorsque le manque de débouchés réduit la rentabilité et la possibilité de l'escroquerie principale, celle qu'ils considèrent "honnête" de leur point de vue, celle de l'exploitation de la force de travail. Quand ils sont contraints de fermer des usines, les maîtres du capital sont prêts aux pires "illégalités", même entre eux, pour maintenir leurs profits. (Il suffit de rappeler que le chiffre d'affaire du trafic de drogues dans le monde équivaut aujourd'hui à celui du pétrole).

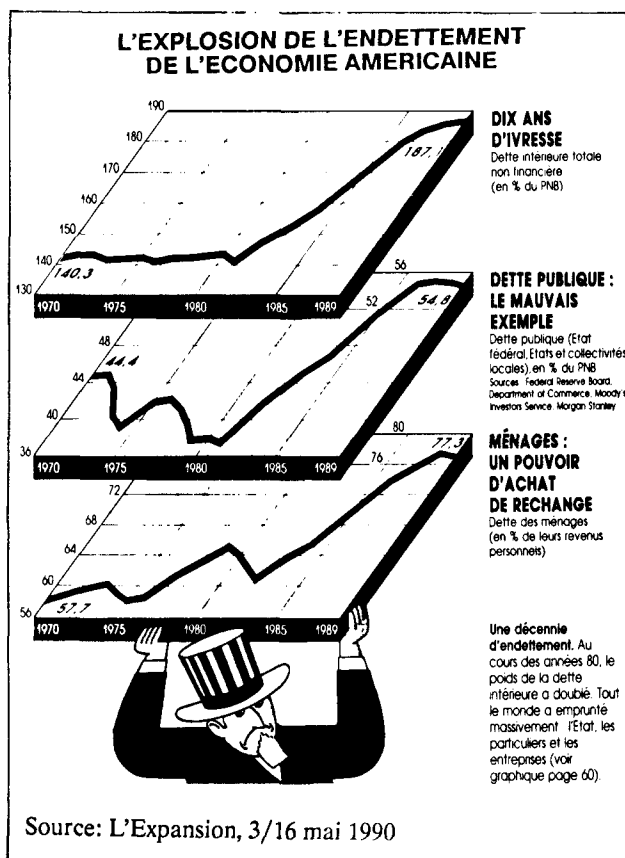
D'autre part, ce type d'escroquerie, (faillites frauduleuses, par exemple) ne rend compte que d'une partie du phénomène. La véritable explication réside dans la situation globale d'endettement insolvable de l'économie américaine.

L'endettement de la première puissance mondiale

La faillite des caisses d'épargne n'est que le haut d'un gigantesque iceberg de dettes. Depuis 1982, le capital américain n'a fonctionné qu'en généralisant et développant de façon vertigineuse le crédit tous azimuts. Qu'il s'agisse des entreprises, de l'Etat ou des ménages, tout s'achète à crédit, tout le monde s'endette sans tenir compte des possibilités de remboursement. Dans les faits, depuis lors l'endettement s'est développé beaucoup plus vite que la production, c'est à dire que les moyens réels de rembourser cette dette. La dette des particuliers, par exemple, s'est accrue de 2 000 milliards de dollars en dix ans, elle a doublé depuis 1982, alors que leurs revenus n'ont été multipliés que par 0,6.

Aujourd'hui on évalue la dette de l'Etat fédéral à 3 000 milliards de dollars, celle des entreprises et celle des ménages à 3 500 milliards chacune. Cela fait un total de 10 000 milliards de dollars ! C'est un chiffre difficile à imaginer. Il équivaut à

deux ans de production des USA ou à plus d'un an de production de la CEE et du Japon réunis (7 700 milliards).



L'incapacité des caisses d'épargne à rembourser leurs dettes n'est que la plus spectaculaire manifestation d'un phénomène qui se développe déjà dans tous les secteurs de l'économie US et qui est appelé à prendre des proportions autrement plus destructrices. La part de prêts non remboursés, en gé-

néral, ne cesse d'augmenter. Elle atteint déjà aujourd'hui des chiffres inconnus depuis 1975, année de pleine récession. Avec la nouvelle récession ouverte dans laquelle est en train d'entrer de nouveau le capital américain, le désastre va atteindre des niveaux sans précédent.

La dépréciation de l'immobilier, les faillites des "aventuriers de génie" de l'époque reaganienne, tel le fameux Trump, l'effondrement de la valeur des "junk-bonds", ces "obligations pourries" qui symbolisent si bien la réalité du capital en décomposition des années 80, la chute vertigineuse des profits des entreprises, même les plus en pointe, et enfin les milliers de licenciements qui se développent déjà et vont se multiplier, tout cela ne pourra que donner une dimension apocalyptique au problème de l'endettement du capital américain. Le "désastre des caisses d'épargne" d'aujourd'hui ne semblera alors qu'une affaire mineure.

Récemment, lors d'une réunion publique organisée par notre section à Paris sur le thème de la situation économique mondiale, un participant nous a reproché d'offrir, depuis des années, toujours la "même grille de compréhension" de la perspective économique : la fuite dans l'endettement conduit fatalement le capitalisme à sa retentissante banqueroute. C'est vrai que nous répétons cela depuis longtemps. Mais c'est la réalité qui demeure la même et ne fait que s'aggraver. Le désastre des caisses d'épargne américaines en est une vérification inéquivoque.

L'"ivresse" bourgeoise de la spéculation des années 80, nourrie par le crédit sans limites, a pu faire croire à certains, et aux bourgeois eux-mêmes, qu'ils avaient définitivement enterré les impitoyables prévisions de la théorie marxiste. Mais, la réalité se charge aujourd'hui, à travers des "désastres" comme celui des Savings & Loans, de rappeler la vérité.

Après l'effondrement dans sa zone du dit "tiers-monde", après l'effondrement dans sa zone étagée à la façon stalinienne, c'est en son cœur même, dans la première puissance mondiale, que la vérité de la crise mortelle du système, annoncée par Marx, poursuit son cours ravageur.

RV.

BLANCHIMENT DES NARCO-DOLLARS POUR LE CAPITALISME IL N'Y A PAS D'ARGENT SALE

■ Né dans la boue, le capitalisme achève sa carrière dans la pourriture. En témoigne, parmi bien d'autres signes, la place que s'est taillé le business de la drogue. On ne dénoncera pas assez la décomposition du mode de production qui sert d'assise à la société actuelle si l'on s'en tient uniquement aux symboles. Comment, malgré tout, ne pas faire du cas de la Suisse un emblème de cette putréfaction puisque la bourgeoisie mondiale elle-même, présente en général le petit pays alpin comme le modèle de la probité capitaliste et de la propriété démocratique.

L'ECONOMIE-DROGUE ou LE NARCOCAPITALISME

En Suisse, donc, où l'on recycle depuis des lustres l'argent de la fraude fiscale, des transferts irréguliers de capitaux, des trafics d'armes, de denrées, d'alcools et de tabacs, des pots-de-vin, des commissions occultes et autres fausses factures sans oublier, bien entendu, celui de la drogue, on blanchit désormais à pleins coffres-forts les narcodollars du commerce international de stupéfiants. Et cela en toute légalité, puisque sous le couvert de la loi de 1934 ayant institué là-bas le secret bancaire. Dans un livre ("La Suisse lave plus blanc", Le Seuil, 1990) qui fait un certain bruit, le sociologue et député Jean Ziegler prouve que le système bancaire de son pays détient à l'heure présente le monopole européen, ou presque, de cette très spéciale pratique financière et que la Suisse figure certainement la place la plus importante dans le monde pour la conversion des narcodollars ; elle remplace dans ce rôle central d'anciens "paradis fiscaux" démonétisés comme le Panama. Loin d'être réservé à des organismes secondaires, le blanchiment de l'argent de la drogue, assure Ziegler, intéresse les trois banques majeures de la Confédération.

Notre auteur, un apôtre démocratique du capitalisme sans tache, ne se contente pas de livrer ces informations statistiques mais accuse encore la police, la justice ainsi que l'Etat confédéral tout entier de faciliter, d'encourager voire de tirer profit des pratiques opérations frauduleuses menées autour du trafic des narcodollars (ou du reste). En lançant cela, il s'appuie sur l'affaire Elisabeth Kopp. Cette femme ex-ministre de la Justice et de la Police a été inculpée l'an passé d'avoir trahi le secret de l'instruction en informant son époux (vice-président d'une banque "blanchisseuse" de Zurich) des poursuites engagées contre celle-ci en raison de transferts de fonds trop litigieux et voyants pour pouvoir être étouffés par le fameux secret bancaire. Le procès vient de s'achever en eau de boudin au tribunal de Lausanne mais le quasi-blanchiment de la ministre déchue n'a pu empêcher que transparaissent la complicité de même que la corruption de l'Etat helvétique dans l'affaire.

Partout dans le monde, les plus grands mastodontes financiers (la banque américaine Chase Manhattan, notamment) barbotent pareillement dans le bain sale des narcodollars. Et pour mieux situer l'ampleur du phénomène, sans doute faut-il citer quelques données très édifiantes.

Le chiffre d'affaire annuel et mondial du commerce des narcotiques s'élève de nos jours -selon les informations don-

nées par Interpol elle-même et le très officiel magazine américain "Fortune"- à quelques 500 milliards de dollars (3000 milliards de francs). Cette masse monétaire est supérieure au revenu des échanges pétroliers et égale ou peu s'en faut le chiffre du commerce des armes ; elle représente le double du dernier budget de l'Etat français et la moitié du PNB de la RFA. Dans aucun pays du monde, il n'existe plus à l'heure présente un seul consortium capitaliste, nul cartel, trust, groupe multinational, privé ou public, qui n'ait d'une manière directe ou indirecte de l'argent placé dans les affaires de stupéfiants ou ne tire des dividendes de celles-ci. Pourquoi faudrait-il s'en étonner puisque, comme le dit si bien "Fortune", le narcongoce constitue en 1990 le type d'activité capitaliste qui rapporte les plus gros profits.

Parvenu à de telles cimes, le fric de la drogue nécessairement, ne saurait être dissocié du reste de la finance économique et, en vérité, le trafic des stupéfiants est bel et bien devenu une partie intégrante de l'économie capitaliste mondiale. Sous son aspect commercial autant que sous le jour de sa production, la drogue constitue aujourd'hui un agent de structure du capitalisme planétaire. Veut-on un autre symbole de l'irrésistible ascension du marché des stupéfiants ? Le Vatican lui-même, et sa banque, s'intéresse aux narcodollars. Il ne faut pas chercher ailleurs l'explication du rôle que l'Etat papal a joué dans la "capture" du général Noriega au Panama.

C'est dans ce cadre, qu'il convient de saisir le sens de la formidable campagne de guerre menée par les Etats occidentaux contre les commerçants de la drogue :

"Jamais, sans doute, expose "Le Monde diplomatique" du mois d'avril 1990, la communauté internationale n'avait déployé une activité aussi intense dans la lutte contre le trafic de drogue qu'au cours de ces derniers mois (...). Une série d'événements témoigne de cette récente orientation : création d'un Groupe d'action financière internationale (GAFI), chargé de proposer des mesures concrètes contre le blanchiment de l'argent de la drogue, lors du sommet des Sept à l'Arche de la Défense, à Paris, en juillet 1989, ainsi que d'un Comité européen de la lutte antidrogue (CELAD) dans le cadre de la Communauté ; succès de la guerre ouverte menée depuis octobre par l'Etat colombien contre le cartel de Medellín ; capture du général Noriega après une brutale intervention américaine au Panama en décembre ; sommet antidrogue de Carthagène en février, suivi d'une session extraordinaire de l'ONU consacrée à la coopération internationale contre les drogues illicites ; vaste campagne de mobilisation de l'opinion publique par une politique justifiant des mesures exceptionnelles ; démantèlement de réseaux (aux USA, surtout, à la fin de 1989, NDLR) et saisies de stocks sans précédent".

La France, il va de soi, ne traîne pas à la queue du mouvement. En décembre, elle a nommé Mme Georgina Dufoix à la tête d'une délégation générale chargée de la coordination, sur les plans national et international, de la politique antidrogue. Au cours d'une récente (9 mai) réunion du Conseil des ministres, Michel Rocard a lancé dans le même sens le projet d'un programme baptisé "Combat pour la vie", qu'élaboré depuis lors Claude Evin, le ministre de la Santé.

Que veut dire une telle croisade en effet imposante ?

Sinon que le trafic des stupéfiants, loin de devoir disparaître, est au contraire appelé à connaître de grands développements. C'est pour aider à l'accouchement de ceux-ci que la bourgeoisie mondiale (avec dans son sein les trafiquants eux-mêmes et les "blanchisseurs" associés) se voit contrainte d'instaurer des règles commerciales, de mettre en place une sorte de GATT crapuleux. Les Etats mafieux, en véritables syndicats du crime, ont la nécessité de ranger au pas les petits dealers et de leur imposer la loi du grand capital. Il n'y a pas d'autre explication à la croisade antidrogue que la bourgeoisie se flatte de conduire. La nature de cette guerre fait qu'elle revêt naturellement l'aspect d'un conflit intergangs avec toutes les armes (compromissions calculées, délations, règlements de comptes sanglants...) requises pour l'exercice d'un pareil art de voyous. Madame Kopp, l'ex-maire de Washington ou encore plus récemment, l'ancien ambassadeur de Colombie au Vatican ne sont au bout du compte rien d'autre que des truands liquidés (politiquement ou physiquement) par leurs commanditaires et complices dans les Etats.

L'INFAMIE DEMOCRATIQUE

Dans le crépuscule de la civilisation capitaliste, les spéculations, escroqueries, trafics louches, rackets et chantages sans limite de genre composent, à côté des meurtres pour "solde de tout compte", l'ordinaire de ce qu'il est convenu d'appeler en milieu bourgeois l'affairisme. Du simple entrepreneur local aux "décideurs" dans les hautes sphères, la classe dominante s'affiche désormais comme une immense accumulation de scandales. Ainsi, il ne se passe plus guère une semaine sans que perçoive à ce jour -en France, en Espagne, en Italie, en Belgique aussi bien qu'en RDA, en Roumanie, sans oublier le Japon- le secret intenable de la corruption de quelque important ministre dont la charge sert plus ou moins de "fusible" à un chef d'Etat...

Et ce sont justement ces ripoux du capitalisme pourri qui, sans vergogne aucune mais en tout cynisme, ordonnent les campagnes démocratiques à répétition dont les fracas, depuis de trop longs mois, défontent les tympans des prolétaires en brouillant leur conscience. C'est au nom de l'industrie chimique (ou autre) de la mort, de la banque du crime et du marché aux assassinats, bref au mandat d'un capitalisme dont la substance active se résume dorénavant en une économie systématique de destruction de la planète et de l'humanité, qu'ils viennent nous chanter, ces gangsters, les vertus politiques de la démocratie bourgeoise.

Des tas de Rocard, ces jours derniers -dans ce pays ou bien un autre-, invitent ainsi les citoyens à s'associer à l'effort que prodigue l'Etat en vue, disent-ils, de couper la racine du commerce des stupéfiants. Il est indispensable de dénoncer cette infâme machination démocratique. Parce que c'est la bourgeoisie et son système qui suscitent, provoquent, le besoin de la drogue en raison du mode de vie inhumain qu'ils imposent aux hommes. Et, pour la bourgeoisie, notre santé mentale aussi bien que physique représente un poids bien moindre dans l'équilibre des comptes capitalistes nationaux que le fric des narcotiques.

SM

REPONSE A "BATTAGLIA COMUNISTA"

LE DEBAT POLITIQUE N'EST PAS UNE RIXE

■ Dans le n°4 de *Battaglia Comunista*, avril 90, le CCI est accusé de falsification ; dans une circulaire adressée à *"tous les groupes et contacts à l'échelle internationale"* ayant pour objet *"les mensonges du CCI"*, nous sommes en outre accusés de calomnie, de provocation et d'un comportement de brigand (1).

Mais qu'avons-nous fait pour mériter une telle fureur ? Eh bien, commençons par les faits avant de traiter d'une question qui est toute politique, même si Battaglia cherche à la poser sur le terrain de la rixe, terrain qui sincèrement nous intéresse peu.

LA "FALSIFICATION"

On nous accuse ici d'avoir, dans l'article de notre journal RI n°188, intitulé "Les délires irresponsables de Battaglia Comunista" au sujet de la prise de position de BC sur les événements de Roumanie, présenté ensemble deux parties d'un article qui étaient en fait séparées dans l'article de BC n°1, janvier 90. La citation est : *"Les forces motrices de la crise qui a changé la face du soi-disant socialisme réel"* résideraient dans une *"authentique insurrection populaire qui a entraîné la chute du gouvernement Ceaucescu"*. Il est vrai que les deux morceaux de l'article sont distants d'une paire de colonnes. Mais en quoi réside la falsification ? Notre article ne critique pas une vision présumée distordue des causes des événements à l'Est, mais la **nature sociale de ces événements** ; eh bien, quelle est la position de BC sur leur nature : **qu'il y a eu une révolution populaire en Roumanie** ? Là-dessus, il n'y a pas l'ombre d'un doute. L'article de janvier de BC accredité complètement la **première** version que la presse bourgeoise a donnée des événements en Roumanie (2), et même pire : *"Il y avait en Roumanie toutes les conditions objectives et presque toutes les conditions subjectives pour que l'insurrection puisse se transformer en véritable révolution sociale"* (BC n°1). En d'autres termes (et qu'on ne vienne pas nous dire que ça aussi, c'est une falsification), puisque l'unique révolution sociale possible à notre époque est la révolution prolétarienne, pour BC, il y avait quasiment toutes les conditions d'une révolution prolétarienne, il ne manquait que le parti (ah ! quel oubli de la part de l'histoire !). Telle est la substance de la divergence ; c'est sur cette folle interprétation des événements de Roumanie que nous avons porté notre critique, et BC ferait mieux de clarifier sa position au lieu de s'évertuer inutilement sur une citation mal choisie ; cette citation, nous pouvons simplement la retirer de l'article de RI, la critique qu'il contient et que nous réitérons n'en restera pas moins intacte parce que dans l'article où BC nous accuse d'avoir falsifié ses positions, on ne trouve aucune correction si ce n'est : *"une formulation un peu malheureuse la nôtre ? Ca se peut"*. C'est trop peu, camarades de BC. Ici, il n'est pas question de formulations malheureuses. Cette phrase n'est que trop claire, et c'est toute la meute bourgeoise qui a cherché à faire croire à l'idée d'une révolution populaire. Le devoir des révolutionnaires était, et est, de dénoncer avec clarté la véritable nature sociale de ce qui s'est passé à l'Est ces derniers mois, et cette clarté ne ressort pas du tout de formulations de ce type, c'est en fait le contraire(3).

LA "CALOMNIE" ET LA "PROVOCATION"

Dans la circulaire que BC a expédiée à tous les groupes à l'échelle internationale, nous sommes accusés d'*"une manœuvre précise qui consiste en la calomnie systématique, cherchant à discréditer BC à l'extérieur"*. Etant donnée la paranoïa d'une telle affirmation, nous pourrions tout aussi bien laisser glisser en nous limitant à dire que nous avons mieux à faire ; mais étant donné que c'est le concept même de débat entre groupes révolutionnaires qui est en jeu, nous préférons clarifier les faits en question. Commençons par laisser parler BC : *"Nous nous référons à la note en bas de page dans laquelle l'auteur de l'article cité (de RI n° 188, ndt) 'se réfère' à notre réunion publique à Milan le 9 février 90, pour soutenir que BC aurait peur d'exposer ses militants à la... lumière de la vérité défendue par le CCI. Regardons les faits (...) Le but de cette conférence était de partir de la désorientation créée par les événements de l'Est (...) Après la présentation devait suivre une discussion dans laquelle T. du CCI est intervenu pour soutenir :*
a) *que BC se trompait en ne dénonçant pas les événements de Roumanie comme un simple coup d'Etat ;*
b) *sans donner aucun éclaircissement sur place, pour annoncer que le CCI tiendrait une réunion publique la semaine d'après dans la même salle où...il remettrait les choses à leur place et*
c) *pour souligner que la presse du CCI était exposée dans cette même salle pour ceux qui voulaient l'acheter.*
Comme d'habitude, il n'y a eu de commentaire ni de la présidence, ni du public. La nature idiote de l'intervention était évidente (...) Seulement, après la clôture de la réunion, à deux reprises deux de nos militants se sont approchés de ce camarade pour lui reprocher la nature stupide et un peu provocatrice de son intervention, et lui dire que, dans ces conditions, on ne le laisserait plus vendre sa presse ni afficher ses annonces à notre siège, ni de toutes façons profiter de nos initiatives et de notre travail comme unique lieu de propagande des activités et de la presse du CCI à Milan. Voilà tout."

Voilà tout ??? Et alors. Où est la provocation ? Dans le fait d'avoir fait une intervention "idiote" ? Ou dans celui d'oser annoncer une réunion du CCI ? Il est inutile de demander pourquoi BC ne cherche même pas à démontrer en quoi a consisté la provocation. Au contraire, ingénument il précise que :

- 1) *ce camarade a toujours apporté ses journaux à notre local (...)*
- 2) *(y) a toujours fait la publicité pour les réunions du CCI (...)*

De deux choses l'une : ou bien le CCI a toujours eu une attitude "de brigand" et de provocation et on ne comprend pas pourquoi BC n'a pas protesté avant ; ou bien c'est que cette fois, ses nerfs ont lâché parce qu'il s'est senti coïncé. Notre calomnie consiste à avoir cherché une explication rationnelle

(bien que malheureuse) à une attitude autrement inexplicable (4).

La question de fond est autre. Avec cette attitude, BC démontre qu'il n'a absolument pas compris la nécessité du débat entre groupes révolutionnaires. Il a une attitude de petite secte, jalouse de ses petits moments de gloire et apeurée de s'exposer à l'extérieur de ses murs. Ce n'est pas par hasard que BC a cessé de participer à nos réunions publiques (dans lesquelles il a toujours eu le temps nécessaire pour illustrer ses positions et exposer sa presse), et qu'il ne participe pas non plus à celles des autres groupes. Ce retrait sectaire va de pair avec les incroyables débandades politiques que BC a faites ces derniers temps (en particulier sur la Chine et sur la Roumanie). BC se fait des illusions en croyant qu'en se retirant dans un splendide isolement (en réalité misérable), il pourra mieux cultiver le petit jardin de ses contacts individuels ou de groupes. Ce n'est pas par hasard que, tandis qu'il évite de dédier une série d'articles de débat avec les groupes de vieille et solide tradition marxiste (se limitant en général à des petites pointes ou à la banalisation des autres positions, comme dans l'article cité plus haut du n°4 de cette année), il donne tout un relief à des groupes de solidité politique douteuse ou même tout bonnement à des groupes aux positions révolutionnaires douteuses (nous pensons au lien passé avec le soi-disant PC d'Iran).

Toute autre est notre conception du débat politique. Dans la tradition des Lénine, Luxembourg et de la grande majorité des révolutionnaires qui nous ont précédés, nous pensons que le débat entre révolutionnaires, aussi âpre qu'on veut mais franc et honnête, fait partie intégrante du travail de clarification de la conscience de classe qui constitue le devoir premier des organisations politiques de la classe ouvrière. Nous continuerons sur cette voie même si les autres ne s'y tiennent pas, et sans nous laisser intimider par les avertissements de petits "maffiosi" qui nous sont adressés : *"Nous défions le CCI de continuer plus longtemps cette campagne de diffamation basée sur le mensonge et la calomnie afin d'éviter des réactions plus graves"* (BC dans la circulaire citée, souligné par nous).

L'histoire s'accélère. A l'horizon se profile une tempête politique et sociale qu'il serait illusoire de croire pouvoir affronter en s'enfermant entre quatre murs. Seules les organisations qui sauront affronter cette tempête en se mettant en première ligne dans la classe et dans la bataille politique qui s'impose, pourront jouer jusqu'au bout leur rôle d'avant-garde politique du prolétariat.

Helios
(Naples, le 25/05/90)

- 1 - On peut se procurer les textes dont nous parlons dans cet article, à notre adresse ou à celle de B.C. : Casella Postale 1753 - 20101 MILANO.
- 2 - Ces mêmes journaux bourgeois ont par la suite démenti la thèse de l'insurrection populaire, et expliqué que l'armée avait cessé de tirer sur la foule quand son commandement a décidé que l'occasion de mettre Ceaucescu dehors était bonne. L'armée n'a donc pas été conquise par "le peuple", mais elle n'a fait qu'exécuter tout simplement les divers ordres.
- 3 - Les bouleversements en cours dans les pays de l'Est européen sont d'une importance historique primordiale. La clarté sur leur nature est fondamentale vu la désorientation qu'ils ont provoquée dans la classe ouvrière et la préoccupation qu'ils ont créée chez des camarades plus politisés.
- 4 - Dans sa paranoïa, et sa tentative de démontrer la thèse de la calomnie préméditée, BC affirme dans la circulaire : *"Ce n'est pas par hasard que dans le journal italien du CCI, on ne trouve ni cet article, ni la note. (...) Il savent bien, ces messieurs (sic !) du CCI qu'écrire en Italie ce qu'ils ont écrit en France et ailleurs sur BC équivaudrait à se démasquer comme politiquement malhonnêtes."* Ils peuvent au moins contrôler les dates ! La réunion publique de BC date du 9 février, donc après la sortie du n°63 du journal italien. RI en a parlé dans le n° de mars tandis qu'en italien, on en a parlé, dans les mêmes termes, dans le n°64, paru début avril, avant de recevoir la circulaire de BC. BC peut penser ce qu'il veut, mais une chose est certaine : le CCI n'a pas une vérité pour l'Italie et une autre pour les autres pays où il intervient. C'est une organisation centralisée à l'échelle internationale qui assume entièrement toutes ses responsabilités, partout dans le monde.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
"Mimesis", 58 rue de Grassis.
BREST : "Maison de la Presse", 64 rue Jean Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3 rue de l'Ente.
Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34 rue Poincaré.
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles, 27 place des Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
Café-restaurant "Le Rainbow",
17 rue M^{ai} de Lattre de Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7^e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
"Le Temps de Vivre", 54 La Canchière, 13001
Maison de la Presse, 1 chemin de la Gavotte. 13015
Maison de la Presse, rue Lamartine, 13500 Martigues
Maison de la Presse, quai Stalingrad, 13 La Ciotat
MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur
"Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
"Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
SAINT-NAZAIRE : "Maison de la Presse", 161, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
"FNAC", 1 bis place Occitane
"Les Arcades, place du Capitole
TOURS : "Librairie du Grand Marché" 25, rue du Grand Marché.

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons que nous sommes répertoriés sous le numéro : ISSN 0336 464 X

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuillez expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal : FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
30 F + 3F pour frais d'envoi
PLATFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

Les révolutionnaires ont toujours combattu le stalinisme

Depuis plusieurs mois, notre journal RI a publié toute une série d'articles de dénonciation de la campagne mensongère de la bourgeoisie visant à faire croire au prolétariat que l'effondrement des régimes staliniens a signé la faillite historique du communisme. Tous ces articles visaient à combattre énergiquement l'idée suivant laquelle il existerait une continuité entre la révolution prolétarienne d'Octobre 1917 en Russie et le stalinisme qui en fut son bourreau le plus sanguinaire.

Ce combat que les révolutionnaires doivent mener à l'heure actuelle pour contrer cette gigantesque offensive idéologique de la bourgeoisie se situe dans la continuité de la lutte implacable qu'ont menée, dès la fin des années 20, les groupes de la Gauche communiste (dont nous nous réclamons) contre la dégénérescence de la 3ème Internationale et contre le stalinisme. C'est cette lutte acharnée de cette génération de révolutionnaires (et notamment du groupe "Internationalisme" dont est issu le CCI) pour le maintien et le développement des positions de classe que le présent article se propose de rappeler.

■ La défaite de la première vague révolutionnaire mondiale de 1917-23 provoqua l'isolement et l'effondrement de la révolution en Russie. Mais la liquidation de cette dernière eut comme principal agent l'Etat russe lui-même et, absorbé par celui-ci, le parti bolchévique dégénérescent (1).

Le stalinisme, expression de cette réaction capitaliste, fut le bourreau du prolétariat mais le plus perfide de sa trahison fut la falsification complète qu'il fit des principes et des positions ayant permis au prolétariat de faire la révolution. En transformant ces derniers en une idéologie réactionnaire, le "marxisme-léninisme" (2), le stalinisme aida puissamment la contre-révolution à enchaîner le prolétariat mondial derrière des drapeaux qui ne sont pas les siens : défense de la "démocratie", soutien inconditionnel à la Russie "soviétique", lutte pour les nationalisations présentées comme du "socialisme". Un tel embrigadement du prolétariat provoqua d'énormes défaites : accession d'Hitler au pouvoir en 1933, massacre des ouvriers en Autriche en 1934, "Front populaire" en France en 1936 qui instaura l'économie de guerre, massacre du prolétariat en Espagne en 1936-39 avec comme aboutissement la gigantesque boucherie de la seconde guerre mondiale.

LE COMBAT DE LA GAUCHE COMMUNISTE

Cependant, de même que les ouvriers résistèrent héroïquement à l'écrasement de leurs tentatives révolutionnaires, la dégénérescence de l'Internationale Communiste ne resta pas sans réponse : contre celle-ci, se dressèrent les fractions de la Gauche communiste qui défendirent énergiquement les principes abandonnés par l'IC et, en même temps, les développèrent pour répondre, d'une part, aux problèmes que posait l'évolution historique (crise mortelle et décadence du capitalisme, lutte pour la révolution prolétarienne) et, d'autre part, aux questions auxquelles l'IC n'avait pas apporté de réponse claire (les questions syndicale, parlementaire, nationale...).

Ainsi, la Gauche communiste surgit comme une réponse de classe au stalinisme. Les organisations politiques du prolétariat courent toujours le danger de dégénérer et de tomber dans le camp capitaliste (c'est ce qui arriva d'abord aux partis socialistes, puis aux partis communistes) mais, en leur sein, se développe toujours un courant de gauche qui maintient en vie les principes de classe, les élève à un niveau supérieur et mène fermement le combat pour la continuité et l'avancée des intérêts historiques du prolétariat.

"Ce fut elle (la Gauche) qui assura la continuité entre la 1ère et la 2ème Internationale à travers le courant marxiste, en opposition aux courants proudhonien, bakouniniste, blanquiste, et autres corporatistes. Entre la 2ème et la 3ème Internationale, c'est encore la gauche, celle qui mena le combat tout d'abord contre les tendances réformistes, ensuite contre les 'social-patriotes', qui assura la continuité pendant la 1ère guerre mondiale en formant l'Internationale communiste. De la 3ème Internationale, c'est encore la gauche, la 'gauche communiste', et en particulier les gauches italienne et allemande, qui ont repris et développé les acquis révolutionnaires foulés au pied par la contre-révolution social-démocrate et stalinienne." (Revue Internationale n°50, "La continuité des organisations politiques du prolétariat").

La position de la Gauche communiste est radicalement

différente de celle de l'"Opposition de Gauche" (trotskiste) qui combattit le stalinisme sans aucune position de principe et considérant comme valides les positions adoptées par l'IC stalinisée, ce qui ne fit que favoriser plus encore sa dégénérescence (Front Unique avec la social-démocratie, participation aux syndicats et aux parlements, défense des luttes de "libération nationale" et surtout, défense de la nature "socialiste" de l'URSS).

LES POSITIONS FONDAMENTALES DE LA GAUCHE COMMUNISTE

Les groupes de la Gauche communiste surgirent dès 1920 dans différents pays (Russie, Allemagne, Italie, Hollande, Grande-Bretagne, Belgique...). Ils n'atteignirent pas tous le même niveau de clarté et de cohérence et la majorité d'entre eux ne put résister à la terrible contre-révolution capitaliste. Ils disparurent victimes de l'action conjuguée de la répression des staliniens et des fascistes, de la démoralisation et de la confusion ambiantes. Dans les années 30, seuls les groupes les plus cohérents réussirent à se maintenir et parmi eux la Gauche communiste d'Italie fut la plus claire et conséquente. Le groupe "Internationalisme" (1945-52), issu de cette dernière, parvint à une synthèse critique et cohérente du travail, très dispersé, des différents groupes de la Gauche communiste (3) :

1) la nature de l'URSS : l'Etat russe n'avait rien de prolétarien ni de "socialiste", il n'exprimait aucune continuité avec la Révolution d'Octobre 1917, mais en était, au contraire, son bourreau ;

L'URSS était un pays aussi capitaliste que les USA ou la Grande-Bretagne exprimant, de façon caricaturale la tendance universelle au capitalisme d'Etat (nationalisation totale de l'économie) ;

2) la décadence du capitalisme : le système institué en URSS n'était en rien un nouveau mode de production ni une forme plus "progressiste" du capitalisme mais, au contraire, une expression de la décadence historique du capitalisme condamné à une spirale infernale de crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise... à chaque fois plus mortelle.

Ainsi, pour "Internationalisme", le capitalisme "libéral" de l'ouest et le capitalisme d'étatisation extrême de l'est constituent les deux facettes d'un même système décadent que le prolétariat devra détruire d'un côté comme de l'autre ;

3) la "démocratie" et le capitalisme "libéral" : "Internationalisme" était clair sur le fait que l'alternative ne se situait pas entre "démocratie" et fascisme, ou entre "démocratie" et totalitarisme stalinien, mais entre barbarie capitaliste et révolution communiste mondiale, c'est-à-dire entre l'Etat capitaliste, qu'il soit totalitaire ou "démocratique", et la dictature mondiale des conseils ouvriers instaurant le pouvoir direct et collectif des masses ouvrières.

"Internationalisme" clarifia que le capitalisme "libéral" d'Occident était une forme plus efficace et plus subtile du capitalisme d'Etat. La plus grande partie de la production était canalisée vers l'économie de guerre mais avec une plus grande flexibilité, utilisant le marché "libre" grâce à toutes sortes de manipulations (fiscales, monétaires, à travers le crédit) ;

4) l'autonomie du prolétariat, la lutte pour la révolution communiste : à partir de toutes ces positions, "Internationalisme" en déduisait que le capitalisme ne pouvait plus offrir d'améliorations réelles et durables des conditions de vie du prolétariat. La tâche de ce dernier était la lutte pour la révolution communiste. Ses nécessaires luttes de résistance contre l'exploitation ne pouvaient plus se situer dans le cadre de l'obtention de réformes politiques et économiques au sein du capitalisme (comme c'était le cas du temps de la Deuxième Internationale où de tels objectifs étaient valables dans la mesure où ils étaient conçus comme une étape historique nécessaire et non comme fin ultime au combat de la classe ouvrière), mais dans la perspective d'une offensive révolutionnaire pour la destruction du capitalisme dans tous les pays et l'instauration du communisme à l'échelle mondiale.

devait garder à tous moments son autonomie de classe sans laquelle il se verrait utilisé comme jouet des différentes bandes capitalistes en conflit et soumis à l'exploitation la plus féroce et aux répressions les plus brutales.

De la même façon, les voies syndicales et parlementaires, en enchaînant au capitalisme, le réduisaient encore et toujours à l'impuissance, à la division et à la défaite.

Le prolétariat devait nécessairement s'affirmer, y compris

dans ses luttes immédiates, sur le terrain de la lutte directe de masse, de sa solidarité et de son unité de classe, de la défense intransigeante de ses revendications contre l'intérêt du capital national.

Les vingt dernières années de reprise internationale de la lutte de classe ont confirmé de façon éclatante la validité des positions de la Gauche communiste : les ouvriers désertent le terrain électoral, se détournent de plus en plus des syndicats, expriment leur méfiance et même leur hostilité à l'égard des partis "socialistes" et "communistes", croient de moins en moins aux mensonges "démocratiques" et aux prétendues "réformes sociales", ne sont pas prêts à "mourir pour la patrie" dans la guerre impérialiste ni à se sacrifier pour sauver l'économie nationale.

Bien que cette tendance du prolétariat à se dégager de l'emprise de l'idéologie bourgeoise soit nécessaire, elle n'est pas suffisante. Les luttes ouvrières ne peuvent en rester au niveau actuel, essentiellement défensive et économique, elles doivent assumer l'aspect politique-révolutionnaire que contient cette résistance intransigeante à l'exploitation capitaliste et s'unifier dans tous les pays pour passer de la défensive à l'offensive.

Pour ce faire, les positions de la gauche communiste sont le nécessaire point de départ. Expression de la lutte historique du prolétariat, sa réappropriation par les masses ouvrières est la condition indispensable pour que son combat puisse apporter une solution révolutionnaire à la crise sans issue du capitalisme mondial.

Adalen
(traduit de "Accion Proletaria" n°88,
organe du CCI en Espagne)

(1) Voir les articles "Octobre 1917 : début de la révolution prolétarienne" (Revue Internationale n° 12 et 13) et "Leçons de Kronstadt" ainsi que "La dégénérescence de la révolution russe" (Revue Internationale n°3).

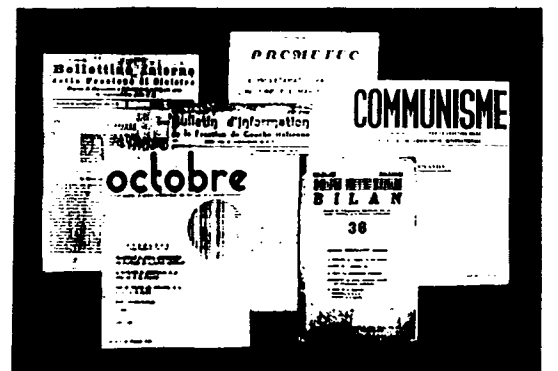
(2) cf. RI n° 191, l'article "Le stalinisme est la négation du communisme".

(3) Nous avons publié plusieurs textes d'"Internationalisme" dans la Revue Internationale n° 21, 25, 27, 28, 30, 33, 36, 37 et 59. Nous recommandons également à nos lecteurs notre brochure "Histoire de gauche communiste d'Italie" ainsi que celle à paraître, "Histoire de la gauche communiste germano-hollandaise".

LISEZ

Contribution à une histoire
du mouvement révolutionnaire

LA
GAUCHE
COMMUNISTE
D'ITALIE



Courant Communiste International

Revolution Internationale est l'organe de Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la **dictature du prolétariat** à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

● Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.